

**Le Wild Rose Country sur la scène internationale : l'influence de l'aliénation de l'Ouest sur
la paradiplomatie albertaine**

Par Marlène Iradukunda

**Une thèse soumise à l'Université d'Ottawa
en remplissant partiellement les exigences relatives au degré de
Maîtrise en sciences politiques**

**École d'Études Politiques
Faculté des Sciences Sociales
Université d'Ottawa**

© Marlène Iradukunda, Ottawa, Canada, 2023

Abstrait

La paradiplomatie est définie comme étant l'ensemble des relations internationales des gouvernements non-centraux. Au Canada, le Québec est souvent cité comme exemple dans la littérature. Cependant, l'Alberta a aussi développé ses activités paradiplomatiques. De ce fait, la question principale de la thèse est “ Dans un contexte canadien, pourquoi il y a-t-il une présence de relations paradiplomatiques en Alberta? ”. La recherche examinera l'influence de l'aliénation de l'Ouest sur la paradiplomatie albertaine. L'aliénation de l'Ouest est un mécontentement régional défini par la perception de traitement préférentiel envers les provinces de l'Est par le gouvernement fédéral. La recherche utilisera la méthode de traçage de processus (*process tracing*) afin d'analyser la paradiplomatie albertaine sous les Premiers ministres Peter Lougheed (1971 – 1985) et Ralph Klein (1992 – 2006). Elle utilisera comme cadre théorique une analyse développée par Béland et Lecours (2021) basée sur l'impact de l'identité collective sur une politique publique. L'étude démontrera que l'aliénation de l'Ouest et l'importante présence du secteur des ressources naturelles ont toutes deux contribué au développement de la paradiplomatie albertaine.

Mots-clés : Aliénation de l'Ouest, Paradiplomatie

Remerciements

Je souhaite remercier en premier lieu le directeur de ma recherche, le Professeur André Lecours pour son soutien à travers ma démarche. Je serais toujours reconnaissante pour ses encouragements constants, ses utiles conseils et la rapidité de ses commentaires. Je souhaite aussi remercier les Professeurs Janique Dubois et Luc Turgeon pour avoir accepté de faire partie de mon comité de thèse. Vos commentaires et vos suggestions sont très appréciés.

La rédaction d'une thèse est un travail ardu qui nécessite le soutien d'un entourage bienveillant et empathique. Je souhaite donc remercier mes parents, Joséphine et Jean-Claude pour leur support constant à travers ma démarche ; vos encouragements depuis le début de ma thèse sont très appréciés. Un remerciement particulier à ma sœur Francine, qui m'a grandement encouragé à entreprendre mes études supérieures. Sans elle, cette thèse n'aurait probablement jamais vu le jour.

Un grand merci aussi à tous mes ami.e.s du programme : Lou, Maude et Rosaleen. Votre aide judicieuse m'a été précieuse. Finalement, je souhaite remercier mes amies de longue date : Bonnie, Reycha, Fabiola et Pamela. Si un certain adage dit que les amis sont un reflet de notre caractère, je me considère chanceuse de vous avoir dans mon entourage.

Table des matières

Abstrait	ii
Remerciements	iii
I. Introduction	
Problématique de recherche	
a) Des conflits à l'interne	1
b) Question de recherche	2
c) Revue de littérature et cadre théorique	3
d) Méthodologie	18
II. Peter Lougheed	
a. L'aliénation de l'Ouest, d'hier à aujourd'hui	22
b. L'ère Lougheed : 1971- 1985	24
i. L'Alberta avant Lougheed	24
ii. L'aliénation politique	26
iii. Les ressources naturelles	31
c. Conclusion	41
III. Ralph Klein	
a. L'Alberta avant Ralph Klein	44
b. Ralph Klein au pouvoir	46
i. L'aliénation politique	48
ii. Les ressources naturelles	53
c. Conclusion	66
IV. Conclusion	67
Bibliographie	

Chapitre 1 : Présentation de la recherche

Des conflits à l'interne

L'attaque du 11 septembre 2001 à New York a créé une série d'évènements qui ont changé le domaine des relations internationales. Peu de temps suivant la catastrophe, chaque pays a annoncé sa position sur l'invasion des États-Unis en Irak, chacun établissant leur propre position par rapport aux évènements. Cependant, au Canada, quelque chose de particulier est survenu. Bien que le gouvernement fédéral ait souligné avec grande importance son désir de ne pas soutenir les États-Unis dans leur décision d'amorcer une guerre en sol iraquien, "[c]'est en fait l'Alberta, province riche de ses ressources pétrolières et résolument à droite sur l'échiquier politique canadien, qui soutiendra la position américaine" (Paquin 2004, 133). Certains analystes politiques à ce moment-là décriront le portrait idéologique suivant : « de plus en plus, le Canada devient le pays de deux nations: la nation d'Ottawa — avec ses antiaméricains agressifs — et la nation de l'Alberta » (Robitaille, 2003). Les différends entre le gouvernement fédéral et albertain ne se limitent pas seulement à certaines positions concernant des évènements marquants d'actualité. Ceux-ci peuvent être tracés depuis le début de l'histoire de la fédération. Les conflits concernant le contrôle des ressources naturelles, le sentiment de sous-représentation au sein des organes politiques ainsi que la perception d'exploitation économique ont favorisé un sentiment de mécontentement régional non seulement en Alberta, mais aussi dans les autres provinces de l'Ouest, comme le Manitoba et la Saskatchewan (Berdahl 2010, 1). L'aliénation de l'ouest (*western alienation*) est le phénomène qui synthétise tous ces symptômes.

Considérant que les provinces tendent à suivre les décisions du gouvernement fédéral dans le domaine des affaires étrangères, cette prise de position de l'Alberta en relation aux événements du 11 septembre 2001 relève tout de même de l'exceptionnel. La présence des gouvernements régionaux dans l'arène des relations internationales est un phénomène de plus en plus fréquent. Celles-ci sont de plus en plus actives, présentant leurs propres idéaux et poussant leur propre agenda de manière concrète : “on assiste ainsi à la redéfinition des rôles traditionnels des juridictions dans un contexte marqué par une forte régionalisation supraétatique des systèmes de production à l'échelle continentale nord-américaine” (Gagnon et Palard 2005, 164). En conséquence, la paradiplomatie, qui implique la présence des états non centraux en relations internationales, devient un phénomène qui devient progressivement plus apparent. Par exemple, l'Alberta a ouvert plusieurs bureaux à l'extérieur du pays, notamment celui à Washington, afin de pouvoir conduire ses propres négociations entourant les ressources naturelles et l'agriculture directement avec les États-Unis (Kukucha 2008, 3).

Question principale de la recherche

Ce changement important dans la façon dont ces unités infras-étatiques se comportent représente une modification importante des relations qu'elles entretiennent avec leurs gouvernements centraux. Dans un contexte canadien, pourquoi il y a-t-il une présence de relations paradiplomatiques en Alberta? La littérature tend souvent à identifier le “reste du Canada” (*rest of Canada*) comme étant une unité séparée du Québec avec une identité culturelle et politique à peu près similaire (McGrane et Berdhal 2019, 114-5). L'Alberta faisant parti de ce présumé ensemble, il est important de comprendre pourquoi cette province est une des provinces ayant la plus grande paradiplomatie au pays, après le Québec et l'Ontario. Une interrogation que la présente recherche va tenter d'explorer est comment l'aliénation de l'Ouest influence la paradiplomatie

albertaine. Le phénomène de l'aliénation de l'Ouest est défini comme étant "a "political ideology of regional discontent" rooted in the dissatisfaction of western Canadians qua western Canadians with their relationship to and representation within the federal government" (Gibbins et Berdahl 2003, 81-2). La question principale de la thèse sera de comprendre comment l'aliénation de l'ouest (*western alienation*) se manifeste à travers le développement de l'Alberta en relation internationales. Ma recherche tentera d'observer comment, dans un contexte hors Québec, les frustrations régionales peuvent s'exprimer dans la sphère des relations internationales.

Revue de littérature

Petits acteurs, grandes ambitions

L'étude des acteurs en relations internationales se préoccupe principalement des états souverains et de l'impact de leurs actions. La paradiplomatie n'étant qu'abordée en profondeur qu'à partir des années 80, la littérature entourant ce sujet reste tout de même assez récente (Kuznetsov 2014, 26). Plusieurs auteurs commencent alors à s'intéresser aux nouveaux rôles que les gouvernements non centraux (*non-central governments*) occupent dans les différents pays fédéraux en relation avec les différents traités internationaux qui touchent leurs juridiction (Morin et al 2022, 228). Dans le contexte nord-américain, les discussions entourant la paradiplomatie se forment plus précisément "within the field of the comparative political analysis of federal states and the renewed theory of federalism, [...] about recent forms of federalism or 'new federalism' and the puzzling international activities of federated constituencies" (Aguirre 1999, 185). En effet, avec la perméabilité grandissante des frontières causée par les nombreux échanges commerciaux, les fédérations font donc face à de nouveaux défis. De ce fait, ces circonstances ont créé de nouvelles opportunités d'échanges pour les plus petites entités internationales (Duchacek 1990, 2).

De plus, le phénomène est même très présent au sein de certains pays de l'union européenne. Par exemple, Michelmann décrit en Allemagne la présence de ce qu'il qualifie de *Länder paradiplomacy*, c'est-à-dire les relations internationales des entités fédérées allemande. L'auteur établit un lien entre les activités internationales des Länders et leurs responsabilités. Michelmann souligne que la portée des responsabilités des Länders est confinée aux besoins les plus proches de leurs citoyens, c'est-à-dire à l'aménagement des routes et ponts, la protection environnementale ou la création de meilleurs moyens de transport et qu'inévitablement, celles-ci engagent de plus en plus la coopération venant non seulement de l'état central, mais aussi des pays voisins (Michelmann 1988, 22). En effet, dû à la petite taille de l'Europe de l'Ouest et la proximité des entités non-centrales dans la région, l'auteur souligne que la coopération entre ces entités est nécessaire afin d'assurer l'accès aux services des citoyens. Michelmann continue en émettant la prédiction que des éléments externes, comme les conséquences de la pollution, seront les causes des missions paradiplomatiques.

Une définition claire

Bien qu'il y ait tout de même un certain nombre d'auteurs qui étudient les relations internationales des entités non-centrales, le terme "paradiplomatie" ne fait pas l'unanimité parmi eux. Les auteurs du domaine font parfois référence à la "microdiplomatie", d'autres utilisent plutôt le terme "régionalisme transnational", ou le terme "diplomatie à multiples niveaux" (Lamontagne et Massie 2019, 5). Duchacek a opté pour le terme paradiplomatie; "paradiplomacy consists of political contacts with distant nations that bring noncentral governments into contact not only with trade, industrial, or cultural centers on other continents... but also with the various branches or agencies of foreign national governments" (Duchacek 1986, 246-7). Si plusieurs termes existent dans la littérature afin de désigner ce phénomène, j'utiliserais le terme "paradiplomatie", afin

souligner la dimension latérale de l'action. Les activités paradiplomatiques peuvent se faire en opposition, de concert ou en appui aux actions diplomatiques des états centraux.

Les causes de la paradiplomatie

La littérature entourant la paradiplomatie en identifie plusieurs causes. Une cause qui est souvent invoquée dans le cadre de la recherche est la globalisation. Par exemple, Schiavon, Spenser et Olivera soulignent la hausse de l'interconnectivité des pays causés par la croissance des échanges commerciaux comme étant un vecteur de ce phénomène. Les auteurs soulignent que "Growing globalisation (...) has significantly increased the costs of isolation for states in the international system. It has also reduced the control of the state over its territory and population, eroding the traditional concept of sovereignty" (Schiavon et al. 2006, 21). Avec l'accroissement de ce type d'échange vient aussi la nécessité de faciliter ces échanges commerciaux, notamment à travers des traités et négociations. Les entités non-centrales obtiennent alors, selon ces auteurs, une plus grande capacité à négocier les ententes et à défendre leurs intérêts. Cependant, pour le cas de la paradiplomatie albertaine, cette justification ne semble pas s'appliquer. En effet, le phénomène de globalisation touche toutes les provinces canadiennes. Toutefois, à l'instar de ses provinces frontalières - la Saskatchewan et le Manitoba et même plus qu'elles, l'Alberta a développé une paradiplomatie grandissante avec plusieurs bureaux à l'étranger. La globalisation, même si importante pour comprendre une partie des efforts de l'Alberta en relation au commerce international, n'explique pas la paradiplomatie albertaine.

Une autre cause souvent soulignée pour la paradiplomatie est le nationalisme minoritaire ou le projet sécessionniste. En effet, la littérature fait souvent cas de plusieurs pays, notamment la Belgique avec la Flandre, l'Espagne avec la Catalogne ou le Canada avec le Québec, afin de

souligner cette activité. Massie et Lamontagne font la différence entre deux types de paradiplomatie dans des contextes multinationaux : la protodiplomatie et la paradiplomatie identitaire. Bien que les deux formes de paradiplomatie cherchent à faire rayonner le caractère distinct d'une nation minoritaire dans un État donné, une différence importante les sépare. La protodiplomatie est décrite comme étant une paradiplomatie plus axée sur l'action internationale à caractère sécessionniste, tandis que la paradiplomatie identitaire cherche à obtenir une plus grande autonomie interne et une reconnaissance de la spécificité culturelle et/ou linguistique (Massie et Lamontagne 2019, 26). De ce fait, la Catalogne, l'Écosse et le Québec sont souvent utilisés comme cas de figure. Par exemple, Lecours mentionne le cas de la paradiplomatie identitaire québécoise qui correspond plus à l'avancement de l'identité que de l'intérêt économique: au-delà de la recherche d'investissements étrangers, du développement de la technologie ou autre, le but ici est d'établir la reconnaissance de l'identité nationale à l'extérieur du pays (Lecours 2005, 215). Cependant, ni la protodiplomatie ni la paradiplomatie identitaire ne correspond au contexte albertain. L'Alberta n'a pas de projet de sécession et n'a pas eu dans son histoire un projet de société menant vers la construction d'une identité nationale, projet qui nécessiterait une reconnaissance venant d'autres entités internationales. À l'extérieur du Québec, la majorité de la population se considère canadienne en premier avant d'être résident de leur province (2019 Confederation of Tomorrow, 4). Bien que l'aliénation politique de l'Alberta soit un sentiment présent dans la province, ce ressentiment n'altère pas le discours politique au point de contempler une séparation complète avec l'État central.

La paradiplomatie et les états fédéraux

Si le système fédéral est souvent nommé en tant que pratique institutionnelle de référence quant à la paradiplomatie, c'est que ce système permet de gérer diverses nations et autres

communautés politiques dans un seul territoire. En effet, dans une société plurinationale, le système fédéral a pour but d'obtenir un meilleur équilibre entre le centre et la périphérie (Rocher 2000, 94). Dans leur texte *Federalism, Paradiplomacy and Foreign Policy: A Case of Mutual Neglect*, Lequesne et Paquin examinent la question des liens existants entre le fédéralisme et la paradiplomatie. Les auteurs remarquent que lorsqu'il est question des relations internationales de pays fédéraux “ [N]on-central governments always have an important role, even if it is restricted to implementing international agreements concluded by the central government.” (Lequesne et Paquin 2017, 195). Cependant, les activités internationales des entités non-centrales dans les fédérations ne se résument pas qu'à la mise en œuvre de conditions de traités internationaux. Ces entités ayant souvent développé leurs propres compétences, elles deviennent capables d'élaborer des politiques étrangères répondant à leurs besoins. En effet, dans le contexte des fédérations, on observe donc que “ there appears to be a contradiction between the forces of globalization and enhanced economic interdependence between national communities on one side and development of localization on the other” (Hocking 1993, 2-3). Il est important de souligner que pour le cas de la paradiplomatie albertaine, le système fédéral ne peut être l'élément explicatif principal, dû au fait que le système fédéral est présent partout au Canada. Cependant, il reste tout de même important pour ma recherche de comprendre quels sont les principales raisons qui poussent les entités non centrales dans les fédérations à s'engager dans la paradiplomatie, afin d'être capable de souligner le caractère distinct de la paradiplomatie albertaine.

Les auteurs discutant la paradiplomatie et le fédéralisme soulignent que l'action internationale des entités non-centrales ne signifie pas nécessairement une opposition à toute action internationale du gouvernement central. Comme le souligne Schiavon dans le cas des entités non-centrales en Europe “These SSGs [sub-state governments] not only perform international

activities, but also desire to influence the foreign policies of their own states and the creation and implementation of European legislation” (Schiavon 2018, 7). L’auteur souligne ici que même si les régions se spécialisent de plus en plus et sont capable de développer leurs propres demandes, il reste quand même qu’elles agissent souvent de concert avec leurs gouvernements centraux respectifs. Cela est important pour le cas de la paradiplomatie albertaine, car si celle-ci peut avoir des causes qui émanent de tensions avec le gouvernement fédéral, l’action paradiplomatique est généralement de concert avec l’action diplomatique fédérale. La nature du partage de pouvoir présente au Canada est nécessaire afin de comprendre la paradiplomatie albertaine. En observant les fédérations, Bednar (2011) oppose deux types de frontières : les frontières terrestres, qui séparent les territoires les uns des autres, et les frontières liées à la séparation du pouvoir. Si les séparations terrestres peuvent être facilement observées, la séparation du pouvoir dans les systèmes fédéraux est inscrite dans la Constitution. Bednar souligne que les entités centrales réussissent à atteindre leurs multiples objectifs à travers leur capacité de jongler entre la compétition et la coopération avec les unités sous-nationales (Bednar 2011, 272). C’est dans cet espace que se manifeste la paradiplomatie; une action prise par un état non central en relations internationales qui a des objectifs économiques, politiques ou sociaux et qui impliquent soit de coopération avec l’état central ou de la compétition avec celui-ci. Et c’est dans cet espace donné entre la compétition et la coopération que repose la paradiplomatie albertaine.

La paradiplomatie au Canada

Les débuts de la paradiplomatie au Canada peuvent être retracés avant même le commencement de la fédération; le Bas-Canada avait inauguré sa mission à Londres en 1816 (Harrison et Labrecque 2018, 435). Bien que les provinces aient souvent priorisé une présence internationale limitée aux échanges commerciaux avec les États-Unis tout au long du 19^{ème} siècle,

leurs activités paradiplomatiques ont surtout commencé à devenir beaucoup plus actives vers les années 60 et 70. Au courant de ces années-là, plusieurs d'entre elles se lancent dans la création de bureaux permanents à l'extérieur du continent ou participent activement à des visites diplomatiques ou à des expositions commerciales notamment en Asie ou en Amérique Latine; cependant, de nos jours, la majorité des activités paradiplomatiques s'effectuent toujours avec les États-Unis (McHugh 2015, 248). Labrecque et Harrison identifient que la majorité des provinces optent pour un discours très proche de celui du gouvernement fédéral (Labrecque et Harrison 2018, 435). À l'exception du Québec, les provinces adoptent généralement une position qui ne va pas nécessairement à l'opposé du discours du gouvernement central. La constitution canadienne confie aux provinces et au gouvernement fédéral des compétences propres à chacun, mais nulle part dans ce document est mentionné spécifiquement les relations internationales (Gagnon et Palard 2005, 175).

Les provinces restent tout de même limitées quant à leurs possibilités de s'établir dans le domaine des relations internationales. Comme le mentionne Lecours, les provinces “ (...) opèrent dans un prisme de relation domestique, ce qui peut les restreindre quant à leur mouvement” (Lecours 2002, 95). En effet, le système fédéral au Canada fonctionne selon le principe du pouvoir partagé. Les provinces et le gouvernement fédéral ont leurs responsabilités séparées et attitrées (Broschek 2020, 34). L'Acte de l'Amérique du Nord Britannique promulgue des pouvoirs distincts aux provinces et au gouvernement fédéral. Il est important de souligner qu'au Canada “ (...) en vertu de décisions de tribunaux, le gouvernement peut s'engager, par traité international, sans qu'une obligation ne soit imposée aux provinces pour son application s'il touche aux compétences provinciales” (Paquin 2004, 21). Cette circonstance exceptionnelle rend le cas canadien assez unique, car elle démontre du niveau d'indépendance qui est procuré aux provinces en leur donnant

indirectement la possibilité de négocier certaines modalités des ententes internationales engagées par le gouvernement fédéral.

La littérature entourant la paradiplomatie au Canada à l'extérieur du Québec est assez rare. La majorité des articles disponibles sur le sujet entoure principalement la présence des provinces lors de missions économiques. Par exemple, McHugh (2015) détaille non seulement l'histoire de la paradiplomatie dans le pays, mais aussi comment la paradiplomatie offre de nouvelles opportunités globales et régionales à ces provinces et au gouvernement fédéral (McHugh 2015, 238). Cependant, même si l'article présente beaucoup d'information sur les paradiplomaties des provinces, l'information sur la paradiplomatie albertaine y est plutôt mince. De plus, autre que dans le cas d'étude du Québec, l'auteur n'inclut pas dans son analyse des actions paradiplomatiques de l'Alberta les tensions existantes avec le gouvernement fédéral. Labrecque et Harrison (2018) détaillent la progression de l'avancement des activités paradiplomatiques des provinces en Asie. L'article amène un contexte historique et il permet de voir comment les provinces interagissent avec le gouvernement fédéral lors de la création de stratégies internationales. Cependant, cet article est une étude de cas très précise axé sur la paradiplomatie canadienne en Asie, donc la possibilité d'obtenir des informations substantives liés aux causes de la paradiplomatie albertaine est mince. Plusieurs autres auteurs comme Brown (1991), Gagnon et Palard (2005), Béland et Lecours (2021) ainsi que Paquin (2022) décrivent dans leurs articles la présence des provinces dans les relations étrangères.

Lorsqu'il est question de paradiplomatie au Canada, il est souvent précisé que les provinces deviennent de plus en plus expertes dans leurs champs de compétences. Les auteurs soulignent cependant que le développement de cette expertise ainsi que le système de partage de pouvoirs avec le fédéral peuvent mener à un manque de coopération entre les deux niveaux de

gouvernements. En effet, selon Labrecque et Harrison, après la mondialisation, c'est le manque d'entente entre le gouvernement centrale et les provinces qui poussent celles-ci à être présentes en relations internationales : "dissatisfaction with the central government's policies form a second internal factor explaining the provinces' increasing involvement on the international stage" (Labrecque et Harrison 2018, 435). Par conséquent, si les politiques paradiplomatiques des provinces restent en majorité en ligne avec les actions internationales du gouvernement fédéral, cela ne les empêche pas de mener leurs propres actions internationales qui répondent à leurs propres besoins.

La paradiplomatie albertaine

Bien que le Québec occupe une très grande partie de la discussion entourant la paradiplomatie au Canada, le cas albertain mérite tout autant d'être étudié. Comme le mentionne l'ancien ministre des affaires fédérales et internationales de l'Alberta, Jim Dinnings, "[N]o other provincial government's budget is as exposed to external events. [. . .] A one dollar change in oil prices on international markets affects provincial revenues by numbers excess of hundred millions of dollars" (Kuznetsov 2014, 124). En effet, les intérêts économiques de la province sont très sensibles au moindre changement économique dans le marché international. Une des raisons qui poussent cette sensibilité sont les ressources naturelles de la province. Le territoire albertain est riche de ressources énergétiques non renouvelables, comme le gaz naturel et le pétrole, et une grande partie de l'économie de l'Alberta repose sur cette ressource. Le gouvernement albertain estime qu'en 2021, environ 10G\$ seront générés de cette industrie (Calgary Herald, 2021). Les ressources naturelles représentent un enjeu important pour la paradiplomatie albertaine. La majorité des actions paradiplomatiques de la province a pour objectif de développer des partenariats avec de potentiels collaborateurs dans le domaine de l'exploitation de ses ressources

naturelles. Keating et Kukucha dénotent d'ailleurs que les bureaux de l'Alberta à l'étranger ont pour but principal de faire la promotion de leurs intérêts économiques, particulièrement des intérêts liés au domaine du pétrole et d'autres ressources naturelles (Keating et Kukucha 2008, 120).

Les tensions présentes entre le gouvernement fédéral et l'Alberta vont au-delà de l'épisode du Programme énergétique national. La littérature souligne que l'origine de ces tensions viennent principalement du manque de contrôle des ressources naturelles au pays; l'Alberta n'a pu obtenir le contrôle complet sur ses ressources naturelles qu'en 1930 (Gouvernement de l'Alberta, 2022). L'incapacité pour non seulement l'Alberta mais aussi pour la Saskatchewan et le Manitoba d'avoir le contrôle complet de leurs ressources s'est traduite avec le temps en ressentiment et de méfiance. Ce phénomène, communément appelé l'aliénation de l'Ouest, est défini comme étant “[a] political ideology of regional discontent rooted in the dissatisfaction of western Canadians qua western Canadians with their relationship and representation within the federal government” (Lawson 2005, 128). Béland et Lecours suggèrent que la longue contention autour du contrôle du domaine des ressources naturelles ainsi que la place de la région dans l'échiquier politique canadien ont galvanisé le ressentiment présent dans la région. Les auteurs écrivent que “As Alberta became the wealthiest province in the country thanks to oil (and, later, natural gas) revenues, federal policies became increasingly scrutinized for their negative impact on the province and the benefits they presumably brought to provinces east of Manitoba” (Béland et Lecours 2020, 8). Les principaux livres et articles qui seront utilisés afin de mieux explorer le phénomène de l'aliénation de l'Ouest seront Paul Chatsko (2004), Laurie E. Adkin (2016), Robert Lawson (2005) ainsi que Daniel Béland et André Lecours (2021).

Pour ce qui est de la paradiplomatie albertaine, la littérature fait donc l'état d'une paradiplomatie beaucoup plus axée sur les besoins économiques de la province. Essentiellement,

la paradiplomatie albertaine rejoint plus le type de paradiplomatie canadienne qui “ (...) est surtout de nature économique. (Elle) est axé sur la promotion des exportations et la recherche d’investissements étrangers” (Lecours 2005, 208). Ma recherche tentera d’observer le lien existant entre la paradiplomatie albertaine et l’aliénation de l’Ouest. Cependant, la littérature entourant l’étude principale de la paradiplomatie de l’Alberta est limitée. Kuznetsov (2014) semble être le principal auteur qui a utilisé la province comme cas de recherche. Afin de comprendre les causes de la paradiplomatie, l’auteur utilise l’Alberta comme cas d’étude. L’auteur explore en profondeur les causes et la source de la paradiplomatie albertaine. Néanmoins, la recherche de Kuznetsov n’accorde que très peu de place à l’aliénation de l’Ouest dans sa recherche. Selon l’auteur, “In the case of Alberta, it is the federalist aspirations and not the nationalist ones that are the driving force for the regional involvement in international affairs” (Kuznetsov 2014, 129). Il utilise une citation du ministre Lougheed qui souligne que “we are certainly not going over there to try to cancel or blow up what the federal government has done, but to complement it” (Kuznetsov 2014, 128).

En effet, Kuznetsov dans son analyse de la paradiplomatie albertaine n’étudie pas l’impact de l’aliénation de l’Ouest envers la paradiplomatie. Celui-ci, à mon avis, tente trop rapidement d’ignorer l’importance des insatisfactions régionales dans le développement des politiques publiques. De ce fait, ma thèse tentera d’offrir une autre perspective afin de comprendre la paradiplomatie albertaine. En complément avec Kuznetsov, je vais utiliser d’autres auteurs afin de discuter de la paradiplomatie albertaine ainsi que l’aliénation de l’Ouest, notamment Kukucha (2008; 2009), Fafard et Leblond (2013) et Lawson (2005).

Un important facteur de la présence de la paradiplomatie en Alberta est notamment l’arrivée du parti conservateur progressiste (PPC) en 1971 avec en tête le premier ministre Peter Lougheed. À partir de ce moment, on dénote un important changement au niveau de plusieurs

aspects de la vie politique dans la région, notamment envers les relations internationales (Kuznetsov 2014, 133). Le premier ministre Lougheed a été important dans la création de nouvelles politiques paradiplomatiques, en chapeautant notamment le début des missions paradiplomatiques de l'Alberta en Asie et en mettant à l'avant dans ses promesses électorales une plus grande promotion des intérêts de l'Alberta à l'étranger (Kuznetsov 2014, 143). Depuis, la présence internationale de la province s'est élargie; le gouvernement Albertain a instauré le *Alberta International Development Office* en 2013. De plus, la *Invest Alberta Corporation*, une société d'état ayant pour mission de créer plus d'attraction économique et social vers la province continue de faire la promotion des intérêts du territoire. À ce jour, l'Alberta compte douze bureaux à l'international (Gouvernement de l'Alberta, 2022).

L'aliénation de l'Ouest

Le phénomène de l'aliénation de l'Ouest tire ses sources de plusieurs facteurs. Béland et Lecours identifie que dans la structure même du système électoral fédéral, le poids démographique des provinces à l'ouest de l'Ontario est relativement bas : les régions de l'Ouest (l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba et la Colombie-Britannique) représentent en tout environ 32% de la population Canadienne, tandis que l'Ontario et le Québec représentent ensemble plus la moitié de celle-ci (Béland et Lecours 2021, 184). Donc l'Ouest un plus petit nombre de siège à la Chambre des communes, comparativement à l'Ontario ou au Québec. Ce déficit de représentation renforce la perception de manque de possibilité de coopération réelle avec le gouvernement fédéral. Ce déficit, au cœur du sentiment d'aliénation, joue potentiellement un rôle important dans la paradiplomatie albertaine. Kukucha souligne d'ailleurs que l'Alberta augmente délibérément sa présence dans les traités internationaux et créer de plus en plus de bureaux à l'étranger, et ce,

malgré le fait que le gouvernement fédéral ait établi plusieurs comités qui incluent les provinces dans les négociations des traités internationaux (Kukucha 2008, 194).

De plus, d'autres éléments historiques ont mené au développement de l'aliénation de l'Ouest en Alberta. Le système de péréquation est un élément majeur qui a grandement contribué au développement de l'aliénation de l'Ouest. Instauré en 1957, le système de péréquation permet une redistribution aux provinces dont la capacité fiscale est inférieure à la moyenne. Riche de ses revenus pétroliers, l'Alberta n'a pas reçu de paiement de péréquation depuis le début des années 60, contrairement au Québec qui en reçoit à chaque année (Béland et Lecours 2020, 8). Ce phénomène crée un important clivage entre l'Alberta et le gouvernement fédéral, car il mène à une perception de favoritisme envers le Québec, province à haut poids démographique et programmes sociaux très développés. Béland et Lecours décrivent que la péréquation comme un outil de cadrage idéologique permet " (...) de blâmer le gouvernement fédéral et le Québec pour les problèmes économiques et fiscaux actuels de l'Alberta tout en soulignant la générosité de cette province et le manque apparent d'égard à son endroit de la part de ceux qui profiteraient de ses largesses (...)" (Béland et Lecours, 2021). D'autres événements marquants, comme le programme d'énergie nationale ou le protocole de Kyoto seront explorés dans ma thèse afin de mieux comprendre les influences de la paradiplomatie.

Plusieurs éléments seront étudiés durant ma section sur l'aliénation de l'Ouest. Notamment, j'examinerai comment l'élection du premier ministre Peter Lougheed en 1971 a stimulé l'aliénation de l'Ouest en Alberta. En effet, son élection a apporté un vent de changement dans la province; le parti de l'association progressiste-conservatrice en Alberta a détrôné le long règne de 36 ans du parti du Crédit Social ; "The defeat of Social Credit marked a significant cultural shift as Albertans moved from a rural province to a predominantly urban, middle-class and

increasingly consumer-oriented society. Petroleum-based prosperity attracted new people to the province” (Thrift 2016, 4). Avec la nouvelle ère Lougheed, le premier ministre met de l’avant de nouvelles politiques publiques. Kuznetsov attribue au ministre l’augmentation de la présence de l’Alberta dans les relations internationales. Le Premier ministre Lougheed a été important dans la création de nouvelles politiques paradiplomatiques, en chapeautant notamment la création du bureau de l’Alberta à Washington dans le but explicite de faire la promotion des intérêts liés aux ressources naturelles aux États-Unis (Kuznetsov 2014, 133).

Les ressources naturelles albertaines et l’aliénation de l’Ouest

Il va sans dire que le contrôle des revenus issus des ressources naturelles de l’Alberta a créé beaucoup de tension entre les gouvernements provincial et fédéral. En effet, la province s’est retrouvée riche en ressources naturelles à exploiter, notamment en pétrole et en sable bitumineux. De son entrée dans la fédération en 1905, jusqu’à la création du programme énergétique national dans les années 80, le contrôle des énergies non-renouvelable en Alberta a longtemps été un sujet contentieux dans la province.

L’Alberta est un territoire riche de ressource naturelles. En effet, elle compte sur son territoire plus de sources d’énergie non-renouvelable qu’ailleurs au pays : après la Russie et la Norvège, l’Alberta est le plus grand exportateur et producteur de pétrole dans le monde (Kuznetsov 2014, 124). Lors de son entrée en politique, le premier ministre Peter Lougheed vise à créer une nouvelle société moderne et active concentrée autour des ressources naturelles (Thrift 2016, 5).

Le marché du pétrole albertain est fortement influencé par la demande de pétrole au sud de sa frontière. Boyd décrit que “As Alberta’s economy is reliant on exports to the US, which make up around a quarter of provincial GDP, provincial climate change policies are likely to be

particularly sensitive to pressures from south of the border” (Boyd 2019, 188). Dans cette optique, le gouvernement albertain concentre la majorité de ces efforts à créer une industrie qui se veut attrayante pour les intérêts américains. Doern et al. disent d’ailleurs que “The ever-growing level of Canadian natural gas exports to the United States also ensures a central US market and lobbying presence in Canada’s internal environment-energy industry politics” (Doern et al. 2015, 32). Dans cette optique, le gouvernement Albertain souhaite continuer à garder ses intérêts en ressources naturelles aux États-Unis, et vice-versa. Les revenus engendrés par le secteur du pétrole, mais aussi du secteur bovin et de la technologie, sont les principales considérations du gouvernement albertain lors de ses missions paradiplomatiques (Kuznetsov 2014, 124).

Ma recherche tentera de faire le lien entre la forte présence des ressources naturelles en Alberta et sa poursuite des intérêts pétroliers à l’international. Ses efforts visant à faire la promotion des ressources énergétiques à l’extérieur de la province aideront à mieux comprendre le phénomène de la paradiplomatie albertaine. La création de bureau à l’international est non seulement critique pour le développement de l’industrie de la province, mais elle est aussi présentée en terme de la protection de ses intérêts contre les intentions présumées du gouvernement fédéral : “Therefore, Alberta relies on other methods of advancing provincial trade interests, including the protection of oil and gas exports in international trade agreements, reductions in tariffs in the agricultural sector, and an ongoing commitment to foreign trade offices” (Kukucha 2009, 32).

Cadre théorique

Ma recherche se concentrera sur une notion théorique pour comprendre la paradiplomatie albertaine. Celle-ci portant essentiellement sur l'impact d'un élément d'une identité collective (l'aliénation de l'Ouest) sur une politique publique (la paradiplomatie albertaine), plusieurs ouvrages sur le sujet ont été explorés. Par exemple, Béland (2017) établit un lien entre l'identité collective et les actions des acteurs politiques. Selon l'auteur, le concept d'identité permet de mieux comprendre non seulement les décisions des acteurs politiques, mais aussi leur perception par le public (Béland 2017, 11). Campbell (2004), lui, identifie que l'idée collective a besoin d'un acteur afin de pouvoir être mise en place dans une politique publique (Campbell 2004, 121). Finalement, Bradford (2016) explore ce concept dans un contexte urbain, principalement en observant que les identités collectives peuvent avoir un effet sur l'innovation institutionnelle (Bradford 2016, 678).

Sur cela s'ajoute la perspective de Greer, Lecours, Béland et Dubin sur l'identité territoriale. Selon les auteurs, l'identité territoriale est définie comme étant “feelings of belonging to a spatially defined and bounded political community, induces specific forms of territorial politics” (Greer, Lecours, Béland et Dubin 2023, 31). Cette conception de l'identité comme étant lié intrinsèquement à une communauté politique et à des politiques territoriales est utile à ma thèse. Cela permet de situer comment l'aliénation de l'Ouest est un élément de l'identité produite par le fédéralisme et comment celui-ci peut devenir un élément qui impacte les politiques publiques.

Lorsque l'on observe la conception de l'idée de la province, Wilder et Howlett nous permette d'avoir une meilleure perspective du concept de la construction de la province (*province-building*). Le concept de construction de la province implique le développement des provinces

dans la fédération ainsi que leur relation avec le gouvernement fédéral (Paquet et Scott 2018, 24). Ce concept rejoint directement l'idée des identités territoriales et les conflits qui peuvent apparaître avec le gouvernement central. Dans leur article, Wilder et Howlett soutiennent l'idée que toutes les provinces n'interagissent pas de la même façon avec le gouvernement fédéral. Les auteurs soutiennent que les provinces qui s'engagent le plus dans les politiques de construction de province vont le faire, et ce, même si cela peut entraîner des frictions entre les différents niveaux de gouvernement (Wilder et Howlett 2015, 28). Cette perspective permet de mieux comprendre le niveau dans lequel le gouvernement albertain s'engage dans des politiques publiques, comme la paradiplomatie, afin de supporter ses propres intérêts, et cela, même si ces actions peuvent apporter un certain niveau d'inconfort avec le gouvernement fédéral. Les auteurs défendent d'ailleurs l'idée que les provinces sont au centre de la formulation de la création de politiques publiques sur leur territoire, mais que leur approche quant à la manière dont elles vont implémenter ces changements diffère d'une province à une autre (Wilder et Howlett 2015, 2). Si les auteurs ici défendent l'hypothèse que les relations provinciale-fédérales reposent sur plusieurs éléments, notamment leur capacité fiscale et les acteurs politiques, ma thèse tente de comprendre comment un élément lié à l'identité collective, ici la paradiplomatie albertaine, peut influencer la création de politiques publiques.

Mon cadre théorique incorpore les concepts utilisés par les articles susmentionnés, mais se base principalement sur la notion d'identités territoriales développée par Béland et Lecours (2021). Il s'agit de se concentrer sur les identités territoriales afin d'examiner leur impact sur la création de politiques publiques. De ce fait, lorsqu'on étudie ces identités dans un pays fédéral, Béland et Lecours remarquent que les identités territoriales jouent un rôle dans la création de politiques publiques : “ As such, policy-making and the politics of public policy in federal systems often

have territorial and intergovernmental dimensions, which means that ideas specific to a constituent unit are likely to come into play” (Béland et Lecours 2021, 379). Ma thèse, d’un point de vue théorique, utilisera cette approche institutionnaliste afin de comprendre comment l’aliénation de l’Ouest en tant qu’élément produit par l’identité territoriale mène à certaines actions publiques, ici la paradiplomatie.

Méthodes et collecte des données

Le cas étudié sera celui de la paradiplomatie albertaine. Comme mentionné auparavant, la littérature entourant ce phénomène se fait rare. En termes d’étude paradiplomatiques sur le Canada, le cas du Québec est souvent cité. Cela n’a rien d’étonnant; la province est le berceau d’une paradiplomatie très développée et unique en son genre sur le continent Nord-Américain. Cependant, il est important de prendre note que “(...) many experts say that at the present moment there are two regional governments in Canada who demonstrate the highest interest in international activities: Alberta and Quebec” (Kuznetsov 2014, 121). Ce vide dans la littérature demande des recherches entourant la paradiplomatie albertaine entre autres pour observer comment, dans un contexte hors Québec, les frustrations régionales peuvent s’exprimer dans la sphère des relations internationales. Les données principales seront recueillies principalement via des discours politiques, des énoncés de politiques publiques et la littérature sur la paradiplomatie albertaine.

La méthodologie utilisée dans cette recherche est le traçage de processus (*process tracing*) afin d’identifier les mécanismes causaux derrière la paradiplomatie albertaine. En effet, la méthode de traçage de processus permet d’établir une chaîne d’évènement causal qui expliquent le phénomène que l’on observe (Beach et Pedersen 2013, 1). En utilisant cette méthode, l’étude cherche à aller au-delà de la simple description pour faire une analyse de chaîne causale et observer

les facteurs qui mènent à la situation présente. Dans ma recherche, ma variable dépendante est la paradiplomatie albertaine et ma variable indépendante est l'aliénation de l'Ouest. La recherche se basera principalement sur l'analyse d'évènements précis, notamment avec le Programme énergétique national ou les débats entourant la ratification de l'ALÉNA, utilisera certains discours prononcés par Lougheed ou Klein, ainsi que des textes, informations et données produites par le bureau de développement international de l'Alberta (*Alberta International Development Office*).

Établir un lien explicite entre la paradiplomatie de l'Alberta et l'aliénation de l'Ouest n'est pas une mince tâche. Comme mentionné plus tôt dans cette proposition de thèse, l'aliénation de l'Ouest est un sentiment, et non un élément tangible ou quantifiable, à moins d'utiliser un sondage (Gerring 2017, 165). Pour ma recherche, je vais utiliser un mélange de sources primaires et secondaires. Pour mes sources primaires, je compte utiliser notamment les sources mentionnées précédemment (les données disponibles par bureau de développement international de l'Alberta, les traités, etc.) afin d'identifier les actions paradiplomatiques de la province depuis la création du bureau à Washington. Pour les sources secondaires, j'utiliserais des entrevues effectuées avec des membres du gouvernement albertain, des articles de journaux, des articles de revues scientifiques ainsi que d'autres sources (biographies, livres et documentaires) afin d'obtenir une compréhension des motivations des acteurs derrière les actions paradiplomatiques effectuées. Comme le mentionne Gerring, "A combination of primary and secondary sources should give one a more complete view of what is actually going on than could be garnered from either genre on its own" (Gerring 2017, 173). Durant ma recherche, je vais faire des liens causaux à l'aide des sources primaires et secondaires afin de voir comment et dans quelle mesure l'aliénation de l'ouest influence les actions paradiplomatiques de la province.

Chapitre 2 : Peter Lougheed (1971-1985)

Introduction :

Ce chapitre se penche sur la relation entre l'aliénation de l'Ouest, le premier ministre Peter Lougheed ainsi que les activités paradiplomatiques de l'Alberta durant le mandat du Premier ministre Lougheed. En premier lieu, le contenu du chapitre va établir les événements historiques qui ont mené au phénomène de l'aliénation de l'Ouest en Alberta. Cette partie du chapitre offre une appréciation plus profonde du phénomène et donne un contexte aux actions du premier ministre. De plus, elle pourra aussi donner une meilleure perspective afin de mieux comprendre l'ascension du Premier Ministre au pouvoir. Par la suite, le chapitre se concentrera sur le Premier Ministre Lougheed ainsi que son arrivée au pouvoir. La brève description de l'arrivée de Lougheed à Edmonton permettra de mieux comprendre comment celui a pu utiliser des arguments basés sur l'aliénation de l'Ouest dans ses discours afin d'expliquer les relations paradiplomatiques de la province. Plus loin, le chapitre fera la lumière sur l'aliénation de l'Ouest au niveau politique. Plus précisément, cette partie du chapitre cherchera à démystifier comment cette aliénation de l'Ouest s'est manifestée dans la sphère politique durant le règne de Peter Lougheed. Finalement, le chapitre se termine sur l'aliénation de l'Ouest lié aux ressources naturelles de la province : c'est-à-dire comment les sentiments d'insécurité régionales vis-à-vis les ressources naturelles albertaines ont influencées le premier ministre à encourager le développement de relations paradiplomatiques. Le chapitre défendra la thèse que l'aliénation de l'Ouest représente un élément important pour ce qui est de la paradiplomatie de l'Alberta.

L'aliénation de l'Ouest, d'hier à aujourd'hui

Les tensions existantes entre le gouvernement fédéral et la province de l'Alberta trouvent racines avant même la création de la province. En effet, dès leur création en 1873 l'Alberta et la Saskatchewan ne jouissaient pas d'un statut de province et étaient considérées comme des “ (...) territoires coloniaux. Les habitants des provinces ont dû manifester auprès du gouvernement fédéral afin d'obtenir le statut de province” (Maxwell 1936, 398). De ce fait, le statut de territoire colonial ne donnait que très peu d'autonomie à la population de la province. Cependant, même après avoir octroyé le statut de province en 1905, les relations avec le gouvernement fédéral demeurent troublées. Et au cœur de ses tensions se trouvent les ressources naturelles de la région. Si au début du 20^{ème} siècle, les autres provinces avaient main mise sur leurs ressources naturelles selon l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique, les provinces de l'Ouest, tant qu'à elles, obtiennent le contrôle de leurs ressources naturelles qu'en 1930 ; “Thus, from the time that Alberta became a province in 1905, until 1930, Ottawa acted largely as a colonial power” (Taras 2019, 20).

C'est pourquoi même si plus d'autonomie et de pouvoir ont été octroyés à la province, cela n'a pas empêché les élites politiques et marchandes d'observer un certain déséquilibre lorsqu'il est question de plusieurs politiques. L'Ontario et le Québec représentant le centre politique et économique du pays durant cette période, les élites croyaient voir un certain niveau de prédilection envers ces provinces lors de création de politiques publiques. Par exemple, lorsqu'il est question de création de lois concernant les entreprises privées, “ (...) Ottawa continued policies that privileged the interests of central-Canada-based financial and industrial interests over those of the petty commodity producers of the prairies” (Adkin 2016, 220). Le poids démographique et les

instances politiques ont joué un grand rôle dans la création de politiques publiques très axées sur les deux provinces du centre du pays.

De ce fait, les demandes pour un plus grand niveau d'autonomie pour l'Alberta ont continué depuis le début des temps coloniaux jusqu'aux temps modernes. Notamment, le manque de représentation dans les instances gouvernementales fédérales a représenté un point de contention important durant plusieurs années. À titre d'exemple, une meilleure représentation au Sénat Canadien est une demande qui est constante dans l'histoire de la province. En effet, “Each of western provinces—British Columbia, Alberta, Saskatchewan, and Manitoba—only has six senators. Quebec and Ontario both have 24” (Hulme 2016, 35). Plusieurs voix se sont élevées dans la province afin de souligner un manque de représentativité vu comme entraînant des conséquences vives et d'exiger une réforme du système (Lawson 2005, 132). Afin de comprendre ce déséquilibre existant dans le sénat canadien, il est important de souligner que l'apport démographique joue dans cet aspect de la représentation politique. Et pour ce qui est des critiques sur le manque de représentation des intérêts de la province dans une autre instance fédérale, la chambre des communes, la discipline de parti ne laisse que très peu d'espace aux députés afin de pouvoir représenter les intérêts de leurs constituants. En expliquant de la relation entre la discipline des partis politiques et les membres de la chambre des communes, Marland décrit que “ Discipline [can] sap their ability to represent constituents or vocalize constructive criticism, resulting in a “democratic deficit” whereby power is concentrated in prime ministers, premiers, and a cluster of senior advisers” (Marland 2020, 4).

De ce fait, bien que la représentation dans les espaces politiques fédéraux représente un enjeu important quant à l'aspect politique de l'aliénation de l'Ouest, celle-ci se développe aussi ailleurs. En effet, au-delà de la sphère politique ou des ressources naturelles, les débats entourant

l'aliénation de l'Ouest touchent plusieurs autres points. Par exemple, le manque de connaissance vis-à-vis la culture de l'Ouest, les différences entre la culture sociale et économique de l'Est envers l'Ouest et la distance géographique sont d'autres préoccupations qui touchent les intérêts des provinces de l'Ouest (Hanson 1975, 116). De plus, Greer, Lecours Béland et Dubin discutent du concept de régionalisme comme étant une réaction à l'état central et des tensions existant avec celui-ci ou d'autres régions (Greer et al 2023, 36). En observant les relations entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'Alberta à travers le temps, ces différents éléments permettent de comprendre quelles sont les motivations qui poussent la province à mettre en œuvre des politiques publiques, comme la paradiplomatie, qui soulignent la capacité de la province à défendre ses propres intérêts.

L'ère Lougheed : 1971- 1985

L'Alberta avant Lougheed

L'Alberta de la première moitié du 20^{ème} siècle avait une population majoritairement concentrée dans les campagnes. Malgré la découverte du site d'exploitation de Leduc qui a fait démarrer l'exploitation des ressources naturelles dans la province, la majorité des Albertains dépendaient majoritairement des biens venant de la terre. Le parti au pouvoir depuis 1935, le Parti du Crédit Social, avait été capable de monter au pouvoir durant une période particulièrement difficile. En effet, “Waves of bankruptcies, mass foreclosures, and evictions produced bitter recriminations against the Eastern banks and the mythical “50 big shots” that William Aberhart claimed were controlling the economy” (Taras 2019, 21). Particulièrement, William Aberhart, premier ministre de la province de 1935 à 1943, n'hésitait pas pointer du doigt le manque d'action de la part du gouvernement fédéral face aux multiples crises auxquelles la province faisait face.

Si le parti débute avec une logique de parti beaucoup plus de gauche, sociale-démocrate et chrétienne, elle se développe rapidement à travers le temps en devenant de plus en plus à droite, pro-business et chrétienne. En effet, le développement des activités du secteur pétrolier crée une montée de l'apport des entreprises privées dans la région. En effet, on observe que "Gone was the desire for radical monetary reform, instead what was required of the government was that it stay out of the way of private enterprise and provide sound management of resource wealth" (Shamchuk 2012, 9). Par conséquent, les revenus importants générés par les compagnies pétrolières ont créé une sorte de complaisance politique dans au sein du Parti du Crédit Social. Ces transformations ne touchent non seulement le parti au pouvoir, mais aussi la population, qui, grâce au développement du secteur pétrolier, gagne en affluence économique, se déplace de plus en plus dans les régions urbaines et se concentre dans d'autres types d'emplois, notamment dans le domaine des services (Kukucha 2008, 148). Cette transformation vers une population urbaine et moderne permettra de créer la nouvelle base progressiste conservatrice.

Lorsque Peter Lougheed est à la tête du Parti conservateur, on observe que des éléments d'aliénation de l'Ouest sont déjà présents dans son discours. En effet, "Peter Lougheed, who began the Tory dynasty, believed that Alberta needed a "supersized" (...) government in order to offset Ottawa's power, manage and diversify the economy, and build a strong Alberta identity" (Taras 2019, 24). Lougheed souhaite par-dessus tout que le gouvernement albertain puisse obtenir plus d'autonomie vis-à-vis la gestion de ses ressources naturelles. D'ailleurs, Lougheed souligne même en session parlementaire que la complaisance politique du Parti Créditiste représente un danger pour la gestion des ressources naturelles de la province : avec Don Getty, en tant que membre de l'opposition officielle en session parlementaire, il souligne que "Alberta, they pointed out, owned the resource but did not participate in the decision-making process" (Chastko 2004, 144-5).

Pour conclure, l'élection de Peter Lougheed et des Progressistes Conservateurs en 1971 est facilitée non seulement par la nouvelle approche de Lougheed plus frontale par rapport aux relations fédérales-provinciales, mais aussi du changement démographique de la province. Peter Lougheed continue de faire référence à l'aliénation de l'Ouest, surtout quand au manque de représentation des provinces de l'Ouest dans les institutions fédérales, avant et après son élection.

L'aliénation politique

L'aliénation politique représente un élément important de l'action politique de Lougheed. Il n'hésite pas à critiquer le gouvernement fédéral pour les nombreuses fois où ce gouvernement semblait ne pas représenter adéquatement les besoins de la population albertaine. Le premier ministre observe que la place des provinces de l'Ouest n'était pas bien assurée au sein de la fédération. Ce sentiment fait écho aux sentiments d'aliénation qui sont ressentis dans les provinces de l'Ouest. Cette observation de la part du premier ministre lui permet d'établir un lien entre l'identité de la province et la construction de son discours politique : “ (...) les identités territoriales existantes peuvent affecter le développement des politiques publiques en favorisant la mobilisation d'acteurs politiques associés au régionalisme ou au nationalisme ” (Béland et Lecours 2021, 178). Le gouvernement Lougheed n'échappe pas à cette notion. La lutte pour une plus grande influence au sein des institutions fédérales est un aspect important de l'identité de la province. Celle-ci influence de façon importante les discussions entre Peter Lougheed et le gouvernement du Canada.

Ottawa et Edmonton : deux réalités différentes

L'arrivée de Peter Lougheed et du Parti Progressiste Conservateur entraîne une vague de changement. Par exemple, on observe une évolution importante dans le courant politique albertain.

Il y a une mouvance de droite qui devient de plus en plus populaire en Alberta. Celle-ci prône les valeurs associées aux riches urbains qui s'installent dans les grandes villes albertaines et délaissent l'aspect de la vie des communautés fermière et des traditions liées au protestantisme que prônaient les fermiers et les habitants des plus petites villes. On passe d'un changement politique traditionnel et fermier avec le parti du Crédit Social pour ensuite arriver au parti politique de Lougheed, qui lui se concentre beaucoup plus sur la modernité et une politique fiscale de droite et s'adressant à une population avec des intérêts divers : “ Arguably, Social Credit was overturned by the Progressive Conservatives in 1971 because it was if anything too conservative for the changing times” (Taras 2019, 16). Le discours de Lougheed s'adresse maintenant à une population plus présente dans les villes et dans les banlieues, ayant un intérêt important pour le secteur pétrolier et le secteur des affaires commerciales et qui est inquiète de la présence du gouvernement fédéral dans la province. Le premier ministre Lougheed continue de marteler l'importance du secteur pétrolier dans la région. Cependant, il reste tout de même important de souligner aussi l'importance de la diversification économique de la province dans son discours. En effet, il en fait une partie importante de sa plateforme électorale en soulignant que la diversification économique permettra une plus grande autonomie dans la province (Morton et McDonald 2015, 1).

Le gouvernement Lougheed se distance de l'ancien Parti Crédit Social afin d'adopter une approche beaucoup plus agressive vis-à-vis le développement d'une identité albertaine forte et à la recherche d'un plus grand niveau d'influence dans la fédération. En effet, à l'instar du Parti Crédit Social, le Parti Lougheed souhaite qu'il y ait une moins grande dépendance vis-à-vis le gouvernement fédéral : “ (...) the first objective must be “to strengthen the control by Albertans over our future and to reduce the dependency for our continued quality of life on governments, institutions or corporations directed from outside the province” (Gillian 2017, 13).

La majorité des conflits entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de Lougheed s'orientent autour de la question de la gestion des ressources naturelles : “ Indeed, with the possible exception of Trudeau’s struggle to patriate Canada’s constitution, no issue received more attention, or was waged as ruthlessly, as the energy battles between Edmonton and Ottawa” (Chatsko 2004, 144). Durant ces échanges entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial de l’Alberta, l’élément principal de dissension est la question du rôle du gouvernement fédéral vis-à-vis les ressources naturelles de la province. Plusieurs éléments de l’aliénation de l’Ouest sont présents durant ces débats, notamment la perte d’autonomie vis-à-vis les richesses de la province. Par exemple, dès sa victoire électorale en 1971, le ministre Lougheed se met à chercher de nouvelles avenues afin que la province obtienne plus de pouvoir sur les ressources naturelles. De ce fait, lorsque Lougheed déclare en conférence de presse qu’il souhaite être inclus dans les discussions liées aux ressources énergétiques au niveau fédéral, Chatsko décrit que “ (...) predictably, the Trudeau government dismissed Lougheed’s statement out of hand” (Chatsko 2004, 145).

Le Premier ministre Lougheed a donc adopté une politique beaucoup plus axée sur le *Alberta first* : une politique encourageant principalement l’avancement de la province. On observe donc ici la manifestation d’une politique qui encourage l’idée de l’identité territoriale de la province et qui va à l’encontre des forces centralisatrices du gouvernement fédéral. L’objectif ici est de souligner de façon concrète l’importance que la province ait une plus grande influence quant à la gestion des ressources naturelles sur son territoire.

Les missions paradiplomatiques de l'Alberta

En premier lieu, avant même son entrée au pouvoir, l'équipe de Lougheed avait un intérêt important pour les affaires internationales. En effet, "Lougheed's election platform in 1971 that brought him and his party into power included a few strong statements regarding establishing Alberta's position in international affairs" (Kuznetsov 2014, 133). Pour le premier ministre Lougheed, la présence de l'Alberta dans l'arène des relations internationales permet à celle-ci d'obtenir non seulement des gains commerciaux avantageux, mais aussi des gains importants quant à une plus grande autonomie sur les ressources naturelles. De ce fait, avec la paradiplomatie, le premier ministre établit les priorités de sa province lorsqu'il est question d'ententes internationales; il cherche à acquérir une plus grande influence sur le gouvernement fédéral en ce qui a trait à la politique étrangère liées aux ressources naturelles.

Peu après son élection, le premier ministre Lougheed inaugure la création du Special Ministry of Federal and Intergovernmental Affairs au sein de son gouvernement (1972). Le principal objectif de ce geste est non seulement d'établir des relations avec non seulement les autres provinces et le gouvernement fédéral, mais surtout avec les gouvernements étrangers (Kuznetsov 2014, 141). La création de ce ministère propulse les relations internationales de la province à un nouveau niveau. Lougheed devient un précurseur dans la création du développement des relations internationales dans la province. Le nouveau ministère supervise donc le développement de projet d'ouverture de multiples bureaux à l'international. Notamment, le gouvernement Lougheed souhaite ouvrir un bureau albertain à Washington afin de pouvoir avoir des représentants sur place afin de faire du lobby auprès des acteurs du secteurs pétroliers aux États-Unis (Kuznetsov 2014, 133).

C'est dans cette veine que le premier ministre va déclencher la création de nouvelles délégations dans plusieurs pays. En effet, même si les États-Unis représentent plus de la moitié du marché international de la province, le gouvernement Lougheed n'hésite pas à trouver d'autres partenaires internationaux. Par exemple, "Looking to expand beef, agricultural, and oil technology markets into East Asia, the Lougheed government signed agreements with Gangwon (South Korea) in 1974, Hokkaido (Japan) in 1980, and Heilongjiang (China) in 1981." (Labrecque et Harrison 437, 2018). En effet, les missions internationales sont aussi une opportunité pour le gouvernement Lougheed de développer les différents secteurs de la province. Le gouvernement Lougheed utilise ces missions outre-mer afin de développer les technologies liées à différents secteurs et les bureaux extérieurs représentent de plus en plus une opportunité pour la province d'obtenir des talents professionnels externes (Evans 2012, 128).

Pour conclure, l'aliénation de l'Ouest a été présente sur le territoire albertain et elle continue de se développer à travers le temps. Les événements et le contexte continue à évoluer, mais la source de l'aliénation reste la même : "The experiences and challenges of the west were different from those of the central Canada, and western alienation, as we now call it, found expression in complaints about economic exploitation and unfair representation" (Berdahl 2021, 2). Pour le gouvernement Lougheed, les relations paradiplomatiques servent d'outils afin de pallier les préoccupations causées par l'aliénation de l'Ouest. Avec le ministère des relations intergouvernemental et international de la province, le Premier ministre Lougheed n'hésite pas à aller souligner l'importance de la présence de l'Alberta sur la place internationale lors de ses missions. En tant que tel, le premier ministre n'hésite pas à faire valoir non seulement les richesses naturelles de la province, mais aussi les autres secteurs présents sur le territoire, notamment le secteur bovin, l'agriculture et le secteur des technologies. Cette présence à l'international permet

au premier ministre de démontrer que la province a la capacité de gérer les discussions et négociations entourant ses ressources. Il faut souligner d'ailleurs que les relations internationales de l'Alberta causent des remous dans la province. En effet, la création d'un département spécifique à celles-ci n'est pas vue d'un bon œil ni par le gouvernement fédéral, mais aussi par les partis d'oppositions. Ceux-ci reprochent au gouvernement provincial d'aller chercher trop de reconnaissance ailleurs au lieu d'aller encourager les méthodes de développement économique à l'intérieur de la province (Kuznetsov 2014, 134)

Les ressources naturelles

Les ressources naturelles représentent une référence centrale pour l'identité albertaine. L'industrie pétrolière et le marché de l'exploitation des gaz naturels ont propulsé la province à un niveau de prospérité inégalé dans le pays : “ (...) indisputably, fossil fuels dominate Alberta's political self-conception, and Alberta's politics also bear the imprint of struggles over resource rents” (Lawson 2022, 6). En effet, depuis la découverte du site d'exploitation de pétrole à Leduc en 1947, l'industrie pétrolière albertaine a connu une modernisation importante et a été orienté vers un nouveau type de développement économique qui a mené l'Alberta à devenir l'une des plus riches provinces canadiennes (Béland et Lecours 2014, 349).

Conséquemment, les ressources naturelles ont aidé à propulser la province au-delà de la culture de campagne qui était présente dans la province jusqu'à la découverte du site d'exploitation de Leduc en 1947 “ (...) petroleum resources 'fuelled Alberta's long run of prosperity that spanned much of the 20th century (...) Energy built modern Alberta ” (Adkin 2016, 55). Si le développement du secteur des ressources naturelles était largement ignoré par le gouvernement fédéral jusqu'à la crise des prix du pétrole, les dirigeants de la province, eux, avait le

développement de la ressource à l'œil. Le développement du secteur pétrolier se concrétise grâce à l'investissement du Parti du Crédit Social au début du 20^{ème} siècle. En effet, juste avant la défaite du Parti du Crédit Social, le premier ministre Manning investit massivement dans le secteur pétrolier : “ Natural gas was seen as a potential catalyst to industrial development, doing for Alberta what hydroelectric power had done for Quebec and Ontario ”(Barrie 2006, 26).

Avec le développement rapide du secteur pétrolier en Alberta et l'avancement de la richesse de la province, le développement des ressources pétrolière atteint un point culminant durant les années 70. À ce moment précis, les revenus engendrés par le secteur augmentent et les profits des entreprises privées augmente durant cette période, atteignant 22% en 1979, en contraste avec la moyenne canadienne qui atteignait en moyenne 10% (Adkin 2016, 27). Les années 70 propulse donc la province dans une nouvelle ère avec des changements très rapides. Pour le premier ministre Lougheed, les ressources naturelles représentent une opportunité de profit importante pour la province. Il considère que la présence du gouvernement provincial dans tout ce qui a trait au développement des ressources naturelles était importante: “He believed that since government managed natural resources on behalf of Albertans it had a responsibility to obtain as much revenue and other benefits as possible from those resources” (Steward 2017). Pour le Premier Ministre, les ressources naturelles représentent une possibilité de développer l'Alberta et d'obtenir plus de poids dans les discussions avec Ottawa.

En effet, malgré l'augmentation fulgurante des revenus engendrés par la province, les tensions existantes entre Ottawa et Edmonton s'intensifient autour de la question du contrôle des ressources naturelles : “(...) the ‘resource nationalism’ discourse of the Lougheed (...) government, driven by a growing middle class with interests in economic diversification, constructed the ‘Toronto-Montreal establishment’ as the greatest obstacle to Albertans’ economic

development’’ (Adkin 2016, 221). Ici, le discours de Lougheed souligne la présence d’une rivalité Est-Ouest qui fait appel aux ressentis de l’aliénation de l’Ouest.

Lougheed souhaitait souligner “Alberta’s position in Canada, [produced a] shift economic power westward, build a lasting economic infrastructure, and create strong citizen attachments to Alberta and its government” (Tupper 2004, 220). Pour le gouvernement albertain, la présence d’une identité albertaine forte passait par la création d’une richesse provinciale importante.

Comme mentionné plus tôt, la source principale de cette richesse passe par les revenus engendrés par le secteur pétrolier. Pour le premier ministre, une plus grande présence dans l’espace international représentait un avantage. En effet, il est difficile pour la province d’ignorer les ententes internationales qui ont un impact direct sur les ressources naturelles de la province. De ce fait, si les ressources naturelles représentent un enjeu important du aux batailles historique entre le gouvernement fédéral et la province, cependant, sur le plan de la paradiplomatie durant l’ère Lougheed, elles représentent un tout nouvel aspect. Kuznetsov souligne l’importance de la présence de la province durant les ententes internationales liées, notamment, au pétrole en mentionnant que : “Figuratively speaking, gas and oil are those main links that connected in one chain the domestic and international politics of the Alberta government’’ (Kuznetsov 2014, 126). Pour Peter Lougheed, le contrôle de ses ressources naturelles permettait aussi une opportunité de mettre de l’avant la province sur le plan international.

Pour conclure, la possibilité de voir la province se développer avec les ressources naturelles représentait un véritable avantage pour le gouvernement albertain. En effet, c’est particulièrement durant les années 70 que le gouvernement canadien développe de plus en plus de politiques axées sur le contrôle des échanges liés aux ressources naturelles de la province (Kuznetsov 2014, 126).

La capacité de développer une politique liée aux ressources naturelles de la province a permis au premier ministre de s'établir en tant que référence pour tout ce qui est des discussions avec les autres entités internationales.

La crise pétrolière : le tout bascule

La crise pétrolière de 1973 a créé une onde de choc à travers le monde. Très rapidement, le prix de l'essence à travers plusieurs pays augmente de manière fulgurante. En effet, les pays de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole impose un embargo sur les produits pétroliers à plusieurs pays de l'Occident (Federal Reserve History, 2013). L'effet est direct : une augmentation fulgurante du prix du pétrole est observée dans la majorité des pays de l'OCDE. Afin d'amortir l'impact de cet événement au Canada, le gouvernement fédéral décide d'imposer différentes mesures afin de permettre une meilleure gestion de la crise en 1975 (Kukucha 2008, 41). Ce moment charnière de l'histoire fait exploser les relations discordes entre le gouvernement de l'Alberta et le gouvernement fédéral. Si le gouvernement fédéral était beaucoup plus préoccupé par un possible retour du référendum au Québec, “Suddenly, the oil sands became a federal priority, much to the consternation of Alberta Premier Peter Lougheed who regarded energy issues as the exclusive domain of the province ” (Chatsko 2004, 135). La nouvelle attention apportée au secteur pétrolier représente un possible danger pour le gouvernement albertain. Si le gouvernement albertain observe cette période comme étant une opportunité afin d'augmenter le prix du pétrole, d'enrichir les entreprises locales et de générer des rentes, le gouvernement canadien, lui, “ (...) declared that the domestic price of oil would be kept below international levels to ensure that the Canadian market had guaranteed access to affordable energy.” (Kukucha 2004, 40). La mesure fédérale a été instaurée en 1975 au parlement, ce qui a permis au gouvernement canadien de fixer les prix pour le transport des produits pétroliers traversant les frontières des provinces.

Bien que la crise se soit conclue l'année suivante, les conséquences qu'elle aura eu sur les discussions entourant la gestion des ressources naturelles par le gouvernement fédéral aura grandement influencé les relations Ottawa-Edmonton pour les prochaines années. En effet, en référence aux mesures instaurés par le gouvernement fédéral deux ans plus tôt, le premier ministre Lougheed s'est prononcé sur l'intervention du gouvernement fédéral lors d'un discours du trône en 1977 : " Alberta must look after itself because the federal government is not doing a satisfactory job" (Bernier et Therrien 1994, 475). À travers le discours de Lougheed, on observe donc un appel à la province d'utiliser ses propres moyens afin d'éviter que le contrôle sur les ressources soit seulement donné au gouvernement fédéral.

Actions paradiplomatiques

Suite à la crise du pétrole de 1973, le gouvernement de l'Alberta renchérit ses efforts afin de déployer de nouvelles missions à l'étranger. En 1977, peu après sa déclaration contre l'intervention du gouvernement fédéral sur les prix du pétrole, le premier ministre Lougheed se rend en Arabie Saoudite, en Suisse, en Allemagne et en Union Soviétique. Accompagné de représentants de l'industrie pétrolière, d'économistes et d'experts en commerce, le ministre visite ces pays afin de discuter des opportunités de développement des technologies de ressources naturelles (Spicer, 1977). Le premier ministre ne manque pas de souligner l'important apport de la province de l'Alberta, tout en faisant la promotion des multiples entreprises liés au secteur du pétrole sur son territoire. Le Premier ministre souligne d'ailleurs que l'objectif principal du voyage en Arabie Saoudite est de discuter avec les dirigeants de l'OPEC afin d'obtenir une meilleure compréhension des politiques énergétiques de la région (Butters, 1977). Le Premier ministre Albertain souhaite, dans ces voyages, faire reconnaître l'Alberta comme un joueur important dans

le développement du secteur pétrolier. Le ministre Lougheed aspire à ce que la province puisse être reconnue comme étant le visage de la production pétrolière canadienne.

De plus, le premier ministre s'engage dans l'élaboration de plusieurs projets très ambitieux afin de pouvoir démontrer l'importance de la province au niveau du gouvernement au niveau du pays. Le gouvernement Lougheed acquiert en 1974 la compagnie aérienne Pacific West Airlines. Cette compagnie basée en Colombie-Britannique, avait été mise sur le marché. Plusieurs intérêts étrangers souhaitaient mettre acheter la compagnie. Cependant, le premier ministre Lougheed a souligné l'importance d'investir dans d'important projets qui allait soutenir la province: "Peter Lougheed, (...), believed that Alberta needed a "supersized" (...) government in order to offset Ottawa's power, manage and diversify the economy, and build a strong Alberta identity" (Taras 2019, 24). Pour le premier ministre, il est donc important de pouvoir obtenir des projets importants qui pourront solidifier l'attachement des Albertains envers la province. La compagnie aérienne représentait donc un atout important pour sa vision. Celle-ci effectuait non seulement des vols plus axés sur les provinces de l'Ouest, mais elle offrait aussi des vols internationaux.

Son acquisition, bien que critiquée par plusieurs, représentait un point important pour le premier ministre. "Lougheed said he hoped that with an injection of provincial capital into PWA's freight operation, the airline would be able to build bridges between landlocked Alberta and its world markets" (Zdeb, 2015). Pour le premier ministre, l'acquisition de la compagnie aérienne représentait avant tout la possibilité non seulement d'offrir des vols commerciaux aux citoyens des provinces de l'Ouest, mais aussi de permettre d'obtenir un meilleur contrôle sur l'exportation des ressources naturelles et à créer une fierté provinciale. La compagnie a su offrir un nouvel accès au marché international à la province. Même si la compagnie finie par être fusionnée avec Air Canada après le mandat de Peter Lougheed, le premier ministre s'engage dans un combat afin que la

compagnie reste auprès des acquis albertains. En effet, “The pitched battle with Air Canada became an emotional struggle that echoed his political conflict with Ottawa over oil pricing in the 1970s and early 1980s” (Financial Post Magazine, 1995).

Le programme d'énergie national

Suite à la crise du pétrole de 1973, le gouvernement fédéral souhaite avoir une plus grande influence sur le secteur des énergies fossiles au pays. En 1980, le Premier ministre Canadien Pierre-Elliott Trudeau instaure le programme énergétique national (PEN). L'objectif du programme était de mettre à l'abris les Canadiens d'éventuels changements de prix du pétrole à l'international. De ce fait, “The NEP allowed for a gradual increase in domestic prices; however, it limited Alberta's ability to raise prices to international levels” (Kukucha 2008, 41). Le PEN était vivement contesté par les provinces de l'Ouest, surtout l'Alberta. Le programme énergétique représentait à ce moment un véritable problème pour le premier ministre Lougheed, qui observait cette mesure comme étant une mesure visant à limiter l'autonomie de la province sur ses propres ressources naturelles. Le ministre Lougheed décrira cette action comme étant “[l'] action la plus discriminatoire prise par le gouvernement fédéral contre une province dans l'histoire de la confédération ” (Béland et Lecours 2021, 186). Le ministre Lougheed n'hésite donc pas à utiliser les moyens forts afin de souligner son mécontentement vis-à-vis la nouvelle mesure. Le premier ministre souligne que la mesure est une attaque contre la province : “ (...) Alberta wanted to portray the federal energy policy as an illegitimate attempt to subvert the political autonomy and undermine the economic development of the energy-producing provinces” (James et Michelin 1989, 62).

Si la majorité de l'attention des médias nationaux portaient sur les débats entre le ministre Trudeau et le ministre Lougheed à ce sujet, il est tout aussi important de souligner l'intérêt que cette politique publique amenait envers les politiciens du sud de la frontière. En effet, “(...) at the same time, the US government attacked the NEP as a protectionist subsidy that violated existing trade laws” (Kukucha 2008, 41). De ce point de vue, non seulement le premier ministre albertain devait se préoccuper de l'impact de la politique publique envers ces citoyens, le ministre devait aussi se préoccuper de l'impact de cette politique envers ses voisins du Sud. En effet, plus de la moitié des exportations en produits pétroliers sont envoyées aux États-Unis (Kuznetsvo 2014, 124). Pour le premier ministre, de bonnes ententes commerciales sont de mises avec les États-Unis afin de ne pas perdre de bonnes ententes paradiplomatiques avec leur partenaire commerciale.

La saga du PEN a été un évènement qui a marqué les relations entre le gouvernement albertain et le gouvernement fédéral. Cet évènement précis fait appel aux éléments liés à l'identité territoriale albertaine et à la relation entre la province et le gouvernement fédéral. Lorsque l'on observe les actions de Lougheed durant les évènements, le Premier ministre prend plusieurs actions afin de remédier à la situation. Lorsque l'on analyse les propos émis par le ministre provincial, la majorité de ces propos démontrent un certain désir de s'éloigner des décisions prises par le gouvernement fédéral. Le but premier du ministre Lougheed était de pouvoir se séparer de la vision du premier ministre Trudeau de l'époque. Pour lui, il était important de démontrer aussi aux intérêts étrangers qu'il se démontrait comme étant contre la politique publique. Envers la population albertaine, le gouvernement albertain souligne que le programme d'énergie national représente un grave danger pour l'indépendance énergétique de la province. Le premier ministre en fait même des déclarations publiques : “ At one point he took to the airwaves to tell Albertans

that their choice was either to see more of their lives “directed and controlled” by Ottawa or to opt for “decision-making determined by Albertans in Alberta” (Taras 2019, 21).

Dans les déclarations de Lougheed, on retrouve ces mêmes éléments soulignant la peur de voir les provinces de l’Est enlever la possibilité aux provinces de l’Ouest d’avoir le contrôle sur leur ressources naturelles. On observe aussi que le ministre Lougheed souhaite voir un changement s’opérer rapidement. De ce fait, le ministre Lougheed planifiait de démontrer l’incapacité du gouvernement fédéral à ne pas vouloir laisser l’Alberta changer de ces idées et créer sa propre identité.

Le détachement imminent

À partir du lancement du PEN, le discours de l’Alberta se solidifie quant à leur besoin de créer leurs propres échanges avec la communauté internationale. Bernier et Therrien notent d’ailleurs une tendance dans le discours de Lougheed qui va dans la direction d’une plus grande présence de la province quant aux échanges économiques. Les auteurs remarquent qu’il y a un plus grand effort afin de supporter une plus grande indépendance de la province pour ce qui est du libre-échange international. Les auteurs dénotent que “ (d)e l’ensemble de ces propos, il ressort une nette volonté de ne pas demeurer passif face à l’internationalisation de l’économie et à la mondialisation des échanges” (Bernier et Therrien 1994, 457). L’Alberta démontre à ce moment-là un fort besoin de développer ces propres atouts vis-à-vis la commercialisation de son énergie naturelle. Le ministre Lougheed et son gouvernement deviennent de plus en plus explicite dans leurs désirs d’être plus autonome quant à la gestion des ressources naturelles. De ce que l’on

observe, Lougheed souhaite démontrer que la province peut être un joueur important pour ce qui est des relations internationales.

Les activités américaines du ministre

Le premier ministre décide de préparer une visite de 3 jours aux États-Unis afin de discuter d'un éventuel accord de libre-échange avec le Canada. Présentant l'idée de l'échange au premier ministre, Lougheed présente un plan de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Avant de présenter ce plan au premier ministre, le premier ministre Lougheed présente ce plan aux autres premiers ministres des autres provinces. Il réussit à obtenir leur accord. Pour le premier ministre Lougheed, un accord de libre-échange complet représente une opportunité afin d'obtenir plus d'influence quant aux politiques de libre échanges liés au secteur pétrolier et agricole. Le premier ministre Lougheed se rend donc aux États-Unis afin de discuter du plan de libre-échange avec des représentants du secteur commercial à Washington. La rencontre entre le premier ministre de la province et les différents membres du congrès américains et d'autres membres du secteur privés représentait un avantage pour Lougheed. "The lineup of congressional leaders who agreed to meet with Premier Lougheed was a testament to the awareness of Alberta and his personal importance and leadership role in Canada." (Mach, 2012). Le Premier ministre ici a pour but de démontrer que l'Alberta peut représenter une force pour ce qui est du libre-échange.

Face à la frustration que celui-ci avait vis-à-vis la posture du gouvernement canadien envers les échanges, le premier ministre souligne le fait que la province albertaine peut être un leader dans le commerce international. De plus, le Premier ministre Lougheed souhaitait réitérer l'importance des États-Unis comme partenaire commercial non seulement pour la province, mais aussi à l'échelle nationale. Pour le Premier ministre Lougheed cependant, l'importance de la

relation avec les États-Unis ne devait pas triompher sur les intérêts de la nation. De ce fait, présenter un accord en premier plan donnait comme avantage la capacité d'émettre leurs priorités de l'avant. Comme résultat, on observe les autres provinces se rallier afin d'obtenir plus de présence dans l'arène des relations internationales : “ In the spring of 1985 the premiers of BC, Alberta, Saskatchewan, and Manitoba declared their support for bilateral free trade; but they also requested “full provincial participation” in upcoming negotiations” (Kukucha 2008, 49). En effet, le premier ministre albertain souhaite que l'Alberta ait beaucoup plus d'influence pour ce qui est des discussions liées au libre-échange et au secteur énergétique. Si le développement de l'entente Canada-États-Unis ne se développe qu'après la fin du mandat du premier ministre Lougheed, celui-ci a tout de même été un acteur important dans la création du traité.

Les autres parties du monde

Additionnellement, la multiplication de la présence du gouvernement Albertain durant les négociations entre le gouvernement fédéral et le secteur international est de plus en plus marquante. Par exemple, lors des rondes de négociation de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, l'Alberta a dépêché plusieurs représentant au Japon afin de représenter ses intérêts. La majorité des événements internationaux importants reliés au domaine de l'énergie fossile était très importants pour le gouvernement de Lougheed, car le secteur pétrolier représente un chaînon important pour ce qui a trait à la présence du gouvernement provincial dans les relations internationales (Kuznetsov 2014, 126). De plus, lors des rondes de négociation de l'accord général sur les tarifs touchant la question des tarifs qui seraient imposés aux ressources naturelles

Albertaine, le Premier ministre Lougheed s'est bien assuré que l'Alberta soit présente lors des négociations.

En conclusion, les actions prises par le gouvernement albertain afin de protéger ses ressources naturelles sont exécutées avec l'intention de protéger ses acquis et avec l'idée que le gouvernement fédéral ne protège pas adéquatement le secteur des ressources naturelles dans la province. De ce fait, avoir une présence plus importante dans l'arène des relations internationales permet au gouvernement Albertain de mendier à certains problèmes soulevés par l'aliénation de l'Ouest, notamment le manque de contrôle.

Conclusion : Lougheed et la paradiplomatie : le début d'une ère

En conclusion, l'aliénation causé par la gestion des ressources naturelles et les relations fédérales-provinciales a toujours été présente en Alberta. Cependant, le ministre Lougheed a réussi à canaliser l'important sentiment derrière ce phénomène afin de le mener à de nouveaux objectifs. Le premier ministre a été avant-gardiste dans son cheminement ; l'Alberta a été une des premières provinces à s'être jumelée avec des villes en Asie. En effet , “Alberta, under Peter Lougheed (...), became the first Canadian province to sign international sister-province agreements, all of them in East Asia.” (Labrecque et Harrison 437, 2014). Le jumelage des villes a permis à l'Alberta à développer plusieurs secteurs de son économie. En effet, au-delà du désir d'être plus indépendant du gouvernement fédéral, le gouvernement Albertain cherchait aussi à développer les différentes facettes de son économie. La diversification de celle-ci représentait un enjeu important pour le premier ministre “One of Lougheed's enduring criticisms of Alberta's Social Credit government was that its passive economic policies had kept the province chained to the production of raw, unfinished staples, including oil” (Morton et McDonald 2014, 1). Ce changement d'ère a permis à

Lougheed à permettre plusieurs initiatives qui lui ont donné le surnom du premier ministre le plus prolifique de la province. Notamment, le premier ministre a chapeauté le projet d'un fond de génération qui a permis à réserver plusieurs fonds pour les générations futures.

De plus, lorsque l'on observe la relation entre le premier ministre et la paradiplomatie en Alberta, on voit une sorte de constance. En effet, "Western alienation is, in short, an effort to de-centre Canada. It presents an alternative understanding of Canada in contrast to the dominant (1867 central Canadian) standpoint" (Berdahl 2021, 2). Lorsque l'on parle de l'aliénation dans les provinces de l'Ouest, on constate que le Premier ministre Lougheed se sert de l'Aliénation de l'Ouest pour cadrer ses politiques publiques, incluant la paradiplomatie. Pour le Premier ministre, il est facile de voir comment les frustrations régionales qui étaient présentes bien avant son ère continuent d'avoir un impact sur ses politiques publiques. En effet, lorsque l'on observe les conflits entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial albertain, on observe que la province "ha[s] battled federal encroachment to protect a resource-based economy; which has contributed to the development of an exceptional Western sociopolitical context" (Medeiros et Gauvin 2021, 212). C'est exactement ce contexte de bataille lié au sentiment de manque de contrôle sur non seulement les ressources naturelles de la province, mais aussi lié à la province qui pousse le gouvernement albertain à développer de nouvelles politiques publiques afin d'obtenir plus d'impact dans l'arène des relations internationales.

Chapitre 3 : Ralph Klein : 1992 à 2006

Introduction

Le présent chapitre suit une structure similaire au chapitre précédent. En effet, le chapitre se penche sur la relation entre l'aliénation de l'Ouest et les activités paradiplomatiques de l'Alberta durant le mandat du Premier ministre Ralph Klein. En premier lieu, le chapitre va présenter le contexte socio-historique qui a précédé l'arrivée du Premier Ministre Klein. On tentera ici de mieux comprendre l'environnement qui a permis au Premier Ministre d'être au pouvoir et les actions et discours politiques qui ont suivis. En deuxième lieu, le chapitre se fera une brève présentation de l'arrivée du Premier Ministre Klein au pouvoir. Celle-ci permettra de donner un peu plus de contexte sur sa relation avec le phénomène de l'aliénation de l'Ouest, mais aussi avec sa vision de la place de l'Alberta dans une époque de plus en plus axée sur les échanges internationaux et du développement de la paradiplomatie de la province. Par la suite, le chapitre présentera l'aliénation de l'Ouest au niveau politique durant l'époque de Klein et analysera la paradiplomatie lors de ces années. Finalement, le chapitre se termine par une discussion sur l'aliénation de l'Ouest et ses liens avec les ressources naturelles de la province : c'est-à-dire comment les sentiments d'insécurité régionale vis-à-vis les ressources naturelles albertaines ont influencé le Premier ministre à encourager le développement de relations paradiplomatiques. Le chapitre continue de défendre la thèse que l'aliénation de l'Ouest représente un élément important pour ce qui est de la paradiplomatie de l'Alberta, même sous un différend Premier ministre.

Ralph Klein : quand le monde rencontre l'Alberta : 1992 -2006

L'Alberta avant Ralph Klein

L'entrée de Ralph Klein en politique provinciale s'effectue au moment de la rapide croissance des échanges commerciaux à travers le monde. Peu avant son arrivée en politique, le contexte socio-historique dans lequel se retrouve la province est propice à la création de meilleures relations avec les nouveaux joueurs sur la scène internationale. En plus des pays, on observe la présence grandissante des villes, des états, des provinces et des ONG lors des discussions liés aux ententes internationales (Tavares 2016, 5). En effet, le début des années 90 représentent un renouveau non seulement pour la province, mais aussi pour le pays. On observe une nouvelle ère plus axée sur des politiques néolibérales avec plusieurs évènements marquants comme la fin du Thatcherisme et le développement des technologies de communication (Lawson 2022, 10). L'Alberta n'est pas insensible à ces développements. En effet, la province est elle-même en plein essor économique. Les échanges commerciaux se font de plus en plus intense et l'Alberta veut être considérée comme un chef de file dans ce domaine. Avec cette nouvelle ère néolibérale, on observe une augmentation des mesures axées sur la libéralisation des échanges et l'Alberta s'épanouit de manière exponentielle à travers, notamment, la création de nouvelles ententes internationales entourant les énergies fossiles (Lawson 2022, 6). Le gouvernement albertain voit que ce sont les ressources naturelles de la province qui ont la potentialité de lui permettre d'avoir une plus grande influence au niveau canadien. L'augmentation fulgurante de l'industrie des ressources naturelles bouleverse non seulement l'économie de la province, mais aussi sa démographie. En effet, on remarque une augmentation de la population liée notamment à la plus grande présence des opportunités offertes par le marché, le bas niveau des taxes, des opportunités liés aux ressources naturelles, le bas niveau de criminalité et le haut niveau du revenu moyen des ménages (Statistique

Canada 2001, 3). Le terme “d’état pétrolier” devient d’ailleurs lié à la province (Adkin 2016, 20). La province se sert de l’essor de l’utilisation de ces ressources naturelles afin de propulser son économie.

De ce fait, le contexte politique dans lequel se retrouve Ralph Klein est très différent de celui dans lequel a opéré Peter Lougheed. Si Lougheed a dû mener une longue campagne électorale afin de mettre à terme le long règne du Parti du Crédit Social, Klein, lui, a été élu directement après son prédécesseur Don Getty ait rapidement quitté la scène politique. Malgré le départ de Getty, le parti avait réussi à faire sa marque politique dans la province: “Over the past four decades the PC Party has left its mark on the public service and shaped Alberta’s political culture in a manner that ensures the party’s dominance is viewed as inevitable, even natural and legitimate” (Evans and Smith 2014, 257). Le Parti Conservateur s’était imposé comme le parti en l’Alberta, remplaçant le Crédit Social.

Les leaders du Parti Conservateur ont constamment fait des sorties politique en utilisant des termes associés à l’aliénation de l’Ouest. Les conflits du passé entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial ont continué de marquer les imaginaires des chefs politiques du parti, mais aussi certains évènements plus récents comme le Programme Énergétique National sont aussi devenus des symboles importants. En effet, au sujet des relations avec le gouvernement fédéral et les provinces de l’Est on observe que : “ The NEP’s support in [those] major fossil-fuel consuming provinces is still in living memory, but the earlier constitutional anomaly of federal resource control must surely play a pre-figurative role ” (Lawson 2022, 23). Les politiciens de l’Alberta, incluant Klein, n’hésitent pas à souligner ce qu’ils observent comme une ironie; durant les années 1990, la consommation des ressources non-renouvelable des provinces de l’Est augmente exponentiellement et au même moment, une augmentation de la présence des

mouvements contre la consommation des énergies non renouvelables est de plus en plus présente dans l'Ouest (Taras 2019, 28).

Dans ce contexte, les relations paradiplomatiques de l'Alberta continuent de croître. L'héritage de Peter Lougheed a permis au gouvernement de l'Alberta d'augmenter le nombre de bureaux internationaux à l'étranger. En effet, même avant l'arrivée de Klein, les relations paradiplomatiques de la province se développent. Le ministère des Relations internationales et intergouvernementales de l'Alberta continue de faire la promotion des atouts de la province. Les bureaux de l'Alberta, avant l'arrivée de Klein, sont présents en Asie, mais aussi en Europe et les missions aux États-Unis continuent d'être actives (Kuznetsov 2014, 142).

Ralph Klein au pouvoir

Avant de devenir premier ministre, Ralph Klein fut le maire de la ville de Calgary pendant plusieurs mandats. Ex-journaliste et commentateur, Klein est reconnu pour émettre plusieurs opinions controversées et pour projeter une image d'un homme proche du peuple. Peu avant l'entrée au pouvoir de Klein, la province traversait une période économique difficile. Même si les Jeux Olympiques avaient connu un franc succès en 1988 durant son mandat de maire, toute la province était encore sous le choc d'une importante crise économique qui avait initialement frappé la province à partir du milieu des années 1980 (Barrie 2006, 23). Face à la situation, Klein utilise plusieurs éléments de l'aliénation de l'Ouest dans ses déclarations publiques : “ (...) had lashed out at the Eastern “creeps and bums” that had arrived during the boom years of the early 1980s” (Taras 2019, 22).

Lorsque l'on observe le discours de Klein avant et durant son mandat de Premier ministre, on observe une grande propension à blâmer les provinces de l'Est pour les différents aléas qui

affecte sa propre province. Cela concorde avec la logique de l'aliénation de l'Ouest qui insiste non seulement sur la perte d'autonomie aux mains du gouvernement fédéral, mais aussi du rôle du reste du pays dans le ralentissement. En effet, l'identité albertaine se forge à travers la perspective d'une constante opposition contre le gouvernement fédéral et les provinces de l'Est (Taras 2019, 20). Dans le discours de Klein, avant et durant son mandat, cet élément de la défense de la province avec un angle plus axé sur le développement économique revient à maintes reprises (Adkin 2016, 85-6).

Lorsqu'il arrive au pouvoir en 1992, le Premier ministre Klein s'engage à apporter un vent de changement au Parti Conservateur, mais aussi à la province. Lorsque Ralph Klein devient Premier ministre, les répercussions de la dépression économique ayant frappé la province sont encore présentes. De ce fait, Klein n'hésite pas à souligner l'importance pour la province d'investir dans la promotion de ses ressources non seulement à l'intérieur du pays, mais aussi à l'international. Il est tout de même important de souligner que ce vent de changement n'était pas unique au pays : “ In most provinces, parties on the right have more firmly taken up neoliberal positions than before ” (Rayside et Harold 2013, 13). Cependant, cette tendance était nettement marquée en Alberta. Pour le Premier ministre Klein, y aller avec des politiques publiques qui encouragent le libre-marché signifiait aussi s'engager dans des politiques de développement économique non seulement à l'échelle continentale, mais aussi à l'échelle internationale (Lawson 2022, 9).

L'aliénation de l'Ouest reste très présente durant cette période en Alberta. En effet, celle-ci est principalement utilisée en tant qu'outil politique. En effet, on remarque dans les déclarations de Klein qui encouragent le développement économique et la diminution de la taille du gouvernement de plus en plus d'accusation soulignant la trop grande présence du gouvernement

fédéral. Les nouvelles politiques publiques instaurées par le gouvernement Klein continuent de refléter la relation existante entre les gouvernements fédéraux et les gouvernements provinciaux albertains : “Alberta governments have repeatedly formed an important, decentralizing counterpoint to centralizing Canadian nationalist tendencies” (Lawson 2022, 9). Ralph Klein n’échappe pas à la règle en continuant de définir le gouvernement fédéral comme étant une entrave au développement de la province. L’utilisation du sentiment d’aliénation de l’Ouest va permettre au Premier ministre de faire la promotion de ses projets politiques (Tupper et Gibbins 1992, 71). Notamment, on observera dans le chapitre comment est-ce que la paradiplomatie sera utilisée par Klein comme outil vis-à-vis l’aliénation de l’Ouest.

Pour conclure, Ralph Klein arrive à un point culminant dans l’histoire de la province. Lorsque celui-ci entre en politique provinciale, l’économie de la province est vacillante, les échanges commerciaux mondiaux sont de plus en plus importants et les inquiétudes régionales continuent de persister. Le Premier Ministre va être capable, durant son mandat, d’utiliser les relations paradiplomatiques de la province afin d’attirer les intérêts étrangers dans la province, mais aussi à démontrer, d’une certaine façon, au gouvernement fédéral que la province peut être un leader pour la promotion des ressources naturelles de la province sur la scène internationale.

Klein et l’aliénation politique

L’aliénation politique représente un élément important des relations fédéral-provincial en Alberta pendant l’ère Ralph Klein. Pour comprendre les sentiments d’aliénation politique sentis et véhiculés par le gouvernement Klein, cette section du chapitre va explorer les différents événements politiques qui ont encouragé la présence de l’aliénation de l’Ouest durant l’ère Klein, et comment la paradiplomatie s’est manifestée comme une conséquence à ces événements.

Plusieurs auteurs interprètent l'ère Klein comme étant l'apparition d'une nouvelle vision politique. Le premier ministre Klein amène rapidement des changements importants dans la province: "The Alberta government under Ralph Klein restructured the provincial government and signalled a philosophical change regarding the role of the government in the oil sands industry" (Chastko 2004, 198). En effet, le gouvernement de Klein souhaite être un gouvernement offrant plus de privilèges aux entreprises privées, notamment à travers des allègements fiscaux (Barrie 2006, 76). Contrairement au gouvernement Lougheed, qui favorisait la présence d'un plus grand gouvernement et de la surveillance des activités des entreprises par celui-ci, le gouvernement de Ralph Klein, lui, favorise les mesures promettant des avantages fiscaux pour les entreprises et le libre marché (Lawson 2022, 9). Pour le gouvernement albertain à ce moment-là, le plus important était de faire partie de la vague de néo-libéralisme qui semblait régner. Par exemple, le gouvernement Klein privatise rapidement l'entreprise provinciale Encana, la dernière entreprise de pétrole dans la province (Adkin 2016, 20). De plus, il réduit la taille de son cabinet de vingt-six positions à dix-sept (Chastko 2004, 212). Cependant, avec toutes ces mesures présentes, le gouvernement Klein est quand même aux antipodes avec le gouvernement fédéral. En effet, le Premier Ministre Klein croyait que plusieurs des politiques établies par le gouvernement fédéral empiétaient sur les responsabilités et les richesses issues des ressources naturelles de la province. Une de celles-ci était la péréquation.

Klein et la péréquation

Le programme de péréquation est présent dans le paysage canadien depuis plusieurs décennies. Le programme veut que le gouvernement fédéral effectue " (...) des paiements [qui] sont versés aux provinces dont la capacité fiscale est inférieure à une moyenne canadienne afin de les amener à cette moyenne" (Béland et Lecours 2021, 182). Établi en 1957, le système de

péréquation a été un point de dispute majeur pour plusieurs des provinces, mais surtout l'Alberta. En effet, si certains conflits autour de la péréquation apparaissent sporadiquement, la majorité des provinces canadiennes observent d'un bon œil ce système de redistribution des richesses : toutes, sauf l'Alberta. En effet, depuis le début des années 60, l'Alberta n'a jamais touché les fonds octroyés par la péréquation, les revenus générés par les ressources naturelles élevant la province au-dessus de la moyenne canadienne (Lecours et al 2017, 26). Si ceci a créé un sentiment de fierté dans la province, néanmoins reste-t-il que cette richesse a engendré des tensions majeures vis-à-vis le système de redistribution de richesse canadien.

En effet, la péréquation est souvent soulignée comme un élément important dans la construction de l'aliénation de l'Ouest. De ce fait, “ [E]n Alberta, la péréquation peut être cadrée idéologiquement comme un exemple d' « exploitation » fiscale et politique dont serait victime l'Alberta ” (Béland et Lecours 2021, 181). La notion d'exploitation par le gouvernement fédéral est très présente pour Ralph Klein. Celui-ci soutient que l'Alberta continue à donner d'importants fonds au gouvernement fédéral, pendant que d'autres provinces (comme le Québec), profite allégrement de ces paiements. Le Premier ministre voit ces paiements de péréquation comme un attaque contre la province: “Although equalization is a federal program, the former premier of Alberta, Ralph Klein, vowed to fight “tooth and nail” against any attempt to tap into the province’s enormous energy wealth” (Doern 2007, 156). Pour le Premier ministre, le gouvernement fédéral favorise grandement les provinces de l'Est en raison de leur plus grande population. Klein souligne à plusieurs reprises que voir les revenus du secteur pétrolier se diriger vers les autres provinces représente un affront pour l'Alberta.

Malgré le fait que la péréquation ne transfère aucun fonds venant directement des fonds des revenus provenant de l'exploitation des ressources naturelles, comme souligné par plusieurs

économistes (Courchene 2007, 70), cela n'empêche pas le Premier ministre de s'exprimer avec véhémence contre l'idée de l'ingérence fédérale dans les affaires du gouvernement provincial qu'il voyait avec la péréquation : "This is political showdown," Klein said. "This is also a constitutional issue. Alberta has control and authorization and authority over its resources" (CBC 2006). Le Premier ministre semble faire appel à des thèmes comme les enjeux constitutionnels et le contrôle des ressources naturelles pour être critique envers le gouvernement fédéral. On observe donc ici dans les discours de Klein, la présence de discours d'aliénation de l'Ouest à l'encontre du gouvernement fédéral.

La péréquation a bien été un enjeu majeur pour ce qui est des frictions entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial albertain. Cependant, il est important de souligner que d'autres enjeux liés aux politiques publiques fédérales occupent une place importante dans les discussions entre la province et le gouvernement fédérale : par exemple, une plus grande ouverture des frontières à l'international pour la vente de matières premières ou une plus grande présence des provinces de l'Ouest au Sénat. Au centre de tous ces problèmes entourant les relations entre le gouvernement Klein et le gouvernement fédéral, il y a l'idée que l'autonomie provinciale peut être compromise par le gouvernement fédéral. De plus, la vision de Klein axée sur le développement économique de la province a une importante influence sur sa vision du rôle de l'Alberta dans celle-ci. C'est ici que la paradiplomatie entre en jeu.

La continuation de la paradiplomatie albertaine par Klein

De fait, les activités internationales de l'Alberta se poursuivent avec l'arrivée de Klein, notamment aux États-Unis, mais aussi dans plusieurs pays d'Europe et au Japon (Kuznetsov 2014, 142). Effectivement, le Japon devient de plus en plus un allié stratégique pour la province. Il est

cependant important de rappeler que le gouvernement du Premier Ministre, suivant les tendances néo-libérales du moment, a instauré d'importantes coupures budgétaires au sein de la fonction publique (Government of Alberta 1993, 17). Cependant, cela n'a pas empêché la continuation des missions paradiplomatiques de la province. Darryl Hanak, ministre des Relations internationales et intergouvernementales de l'Alberta, mentionnait d'ailleurs que "Alberta is similarly supportive of trade agreements and trade liberalization and has a well-established group of officials from almost every governmental department that meet regularly to discuss trade policy issues" (Grinspun et Shamsie 2007, 325). En effet, le ministère des relations internationales et intergouvernementales continue de développer ses ententes commerciales et de tisser des liens importants avec plusieurs pays. Le ministère a un développement axé sur le commerce international. De ce fait, lorsque l'on observe la relation entre le ministère des affaires internationales et intergouvernementales de l'Alberta et la paradiplomatie de la province, le ministère sert principalement de levier afin de souligner les acquis de la province en matière de ressources naturelles.

Cependant, au-delà de la continuation du projet de paradiplomatie de Lougheed, Klein apporte sa propre vision aux relations internationales de la province. Dans une lettre ouverte aux Albertains écrite dans le rapport *International Development Strategy* (1993), il est expliqué que le but de la paradiplomatie est de rendre la province plus compétitive dans un monde de plus en plus complexe et connecté. Le rapport détaille notamment les objectifs économiques de la province, notamment, une augmentation significative des exportations, de plus grands liens avec la communauté des affaires à l'international et une réorganisation des bureaux à l'étranger (Government of Alberta 1993, 6). En effet, le gouvernement de l'Alberta détaille dans le rapport que la mission des bureaux de l'Alberta doit avoir de plus amples objectifs que ceux visés par les

précédents Premiers ministres. De fait, dès le début du mandat de Klein, les bureaux ont maintenant pour mission de miser non seulement sur les échanges commerciaux et les stratégies de développement économique, mais aussi sur l'immigration et le tourisme (Government of Alberta 1993, 17). On observe donc un développement de la paradiplomatie. Les multiples objectifs des bureaux à l'international permettent aux bureaux internationaux de l'Alberta à être plus dynamiques.

Les missions paradiplomatiques de l'Alberta représentent donc une opportunité pour la province de faire la promotion de ses intérêts à l'international. Surtout, ces missions permettent aussi au gouvernement provincial d'obtenir de nouveaux partenaires commerciaux sans dépendre entièrement du gouvernement canadien. En effet, le gouvernement canadien entamait déjà des missions à l'international avec les provinces. Cependant, l'Alberta elle n'hésite pas à établir ses propres relations avec différents partenaires. En effet, “(...) political and economic interests, and dissatisfaction with federal government policy, are the main pull-and-push factors identified in the literature that have influenced provinces to play a larger role in international affairs” (Labrecque et Harrison 2018, 433). En prenant cela en compte, on observe cet élément dans les relations entre le gouvernement Klein et le gouvernement fédéral. En effet, Klein souligne à multiples reprises durant son mandat que le gouvernement fédéral n'est pas assez présent afin d'appuyer l'économie de l'Alberta. En utilisant un langage avec des connotations de l'aliénation de l'Ouest, le Premier ministre souligne l'importance pour la province de créer ses propres opportunités afin de soutenir ses ressources (Barrie 2006, 80).

L'aliénation de l'Ouest et les ressources naturelles

Ralph Klein et le protocole de Kyoto

Si le protocole de Kyoto représente un défi pour plusieurs provinces, il fut un défi particulièrement important pour le gouvernement Klein. Le protocole en soi souligne l'importance de la réduction des effets de serre des pays signataires et des efforts pour réduire l'utilisation des ressources naturelles non-renouvelables. Chaque pays est sommé de diminuer sa part de production de gaz à effet de serre. Pour Klein, ces directives entrent en conflit direct avec les intérêts de la province. Celui-ci n'hésite pas d'ailleurs à établir un lien direct entre le protocole de Kyoto et le PEN, soulignant que plusieurs milliards de dollars en investissement étaient en jeu et que l'avenir économique de la province était menacé par la mise en œuvre de ce protocole (Doern 2007, 155). En effet, pour le Premier ministre, il est facile d'établir un lien entre le protocole de Kyoto et le PEN. Les deux initiatives avaient des objectifs contraires aux des intérêts de la province. L'animosité envers le protocole de Kyoto atteint un paroxysme dans la province, à un point tel que le protocole se fait renommer "Son of NEP" (fils du NEP) (Barrie 2006, 29).

Pour le gouvernement albertain, la possibilité de voir le gouvernement fédéral s'immiscer dans les affaires provinciales au niveau des ressources naturelles représentait un important problème car les revenus pétroliers pouvaient diminuer et les compagnies internationales être affectées par le protocole. En effet, lors d'un discours durant les négociations du protocole de Kyoto, Ralph Klein affirme que "The Government of Alberta will not let that happen.(...) Despite being aided and abetted every step of the way by the two opposition parties represented in this Legislature, the federal government will not be allowed to hurt this province, or any province, in order to meet some rigid, illogical goal" (Klein 2003). Dans le discours de Klein entourant le

protocole de Kyoto, on observe les mêmes éléments de l'aliénation de l'Ouest. Le Premier ministre utilise un langage qui souligne la réticence à voir le gouvernement fédéral ne pas utiliser les acquis de la province à bon escient. Celui-ci va même jusqu'à créer un comité consultatif afin d'explorer la possibilité de poursuivre le gouvernement fédéral en cours afin de contrer le protocole de Kyoto (Kukucha 2005, 147). Finalement, bien que le protocole de Kyoto ait été signé par le gouvernement fédéral, il n'a jamais été ratifié en raison, entre autres, de l'opposition de l'Alberta.

Les missions paradiplomatiques post-Kyoto

Suite aux conflits intergouvernementaux autour du protocole de Kyoto, le Premier ministre Klein augmente les activités internationales de sa province afin de démontrer que l'Alberta sera un allié important pour tous ceux qui appuie l'exploitation des ressources naturelles non-renouvelable. Par exemple, il inaugure l'« Alberta Week » à Washington, où il invite de nombreux politiciens afin de les intéresser au potentiel économique de l'Alberta. Accompagné de son ministre de l'Énergie, Murray Smith, Klein détaille devant ces différents politiciens l'importante contribution de l'Alberta à l'apport des ressources énergétiques du Canada. Décrivant les motivations du ministre albertain de l'énergie, le magazine Maclean's écrivait que « (...) Smith's job is to remind Americans wary of "foreign oil" that Canada, not some unstable Middle Eastern dictatorship, is their main supplier of energy; to drum up investment; and to keep an eye on U.S. regulations that could impact the industry » (Savage 2006). L'objectif du Premier ministre Klein, à ce moment-là, est de faire valoir l'importance du potentiel énergétique de l'Alberta aux États-Unis, ne faisant pas totalement confiance au gouvernement fédéral pour remplir cette mission. En effet, bien que le ministre Klein ne souligne pas explicitement la raison de ses visites à Washington,

elles découlent de ses malentendus avec le gouvernement fédéral. Le Premier ministre souligne à mainte reprise durant son voyage aux États-Unis la capacité de l'Alberta à être un allié pour les Américains.

Vers l'Asie et plus loin encore

Si le Canada a toujours privilégié un lien important avec les États-Unis quant à la vente de ressources naturelles comme le pétrole, l'Alberta, continue à diversifier les acheteurs potentiels pour vendre ses ressources. Au Canada dans son ensemble, la majorité des transactions reliées aux ressources naturelles sont effectuées avec les États-Unis. Cependant, bien que le gouvernement du Premier ministre Klein continue d'entretenir de bonnes relations avec le gouvernement américain, le Premier ministre reste tout de même préoccupé par l'importante dépendance des relations économiques pétrolières avec les États-Unis. En effet, “Alberta oil was being sold cheaply in the United States, resulting in a loss of revenue for the province. Therefore, the Alberta government became strongly motivated in diversifying its export of oil by tapping into European and Asian markets” (Béland et Lecours 2022, 492). Dans ce contexte, le Premier ministre albertain reste à l'affut de nouvelles opportunités afin de faire croître la richesse de sa province. En cherchant des opportunités d'investissements à l'extérieur du pays, Klein démontre alors un désir de créer de nouvelles relations avec d'autres pays que les États-Unis. La paradiplomatie est un instrument utile à cet effet.

Pour le Premier ministre Klein, l'attrait du pétrole albertain se démontre principalement par la stabilité présente sur son territoire en comparaison de certains de ces compétiteurs. En effet, selon cette perspective, l'Alberta se démarque comme étant un allié concurrentiel pour ce qui est des opportunités de ventes de ces ressources : “ Russia, Central Asia, Sudan, Nigeria, Angola, and

other African states have well publicized governance problems. (...) By contrast, Alberta is almost absurdly stable.” (Perron 2013, 110). Un analyste en économie argumente dans le même sens : “Oil analyst Linder sees a new global dynamic—no excess supply buffering oil shocks, the prospect of growing demand from China and India, and no alternative source in sight.” (Perron 2013, 95). L’importance de l’Asie se fait ressentir du côté albertain.

Dans ce contexte, le gouvernement albertain a pu mettre l’emphase sur des missions à l’extérieur du pays, notamment aux États-Unis et en Asie. Le Premier ministre Klein s’est rendu en mission conjointe avec le Premier ministre de la Colombie-Britannique en Californie et au Texas afin de faire la promotion des intérêts économique des provinces de l’Ouest. Après cet évènement, les Premiers ministres se sont tournés vers la région de l’Asie-Pacifique (Berdahl et Gibbins 2003, 40). Les deux Premiers ministres s’entendent afin de faire valoir les intérêts de leurs régions envers l’Asie : “Alberta and B.C. have agreed to work together to establish new economic gateways that will allow access to vast and rapidly growing markets in China and other Asian countries” (Berdahl 2011, 40). À travers cette initiative conjointe, les deux provinces cherchent surtout à faire valoir les ressources naturelles de leurs territoires, motivée par ce qu’elles observent comme étant un manque d’initiative de la part du gouvernement fédéral.

En effet, dans le document *Alberta International : Export Strategy 1995 – 1996*, il est rapporté que si les États-Unis englobent 80,3% de toutes les exportations internationales de la province, la région de l’Asie Pacifique en représenterait 12,9% (Alberta International Export Strategy 1996, 3). Selon le document, la mission principale du gouvernement Klein était d’agrandir les différents marchés disponibles pour la province dans cette région.

Durant son mandat, le Premier ministre se rend aussi au Moyen-Orient. Il a, par exemple, effectué un voyage de deux semaines et demie à travers plusieurs pays de la région afin d'encourager les investisseurs étrangers à investir dans la province. Pendant le voyage, le Premier ministre est accompagné de plusieurs représentants de l'industrie pétrolière, mais aussi de l'industrie des technologies, du domaine alimentaire et de la construction (Edmonton Journal, 1995). Durant cette mission, le Premier ministre annonce que les objectifs de son voyage sont de démontrer les particularités de la province et sa capacité à devenir un partenaire commercial important pour ce qui est du développement des technologies liés aux ressources pétrolières.

Pour le Premier ministre Klein, l'Alberta représente avant tout une force importante en raison de ses nombreuses ressources naturelles. La présence de pétrole dans la province permet à celle-ci de connaître une croissance importante durant l'ère du Premier ministre, ce qui l'amène à être beaucoup plus critique envers le gouvernement fédéral. Le Premier ministre Klein, durant ses missions paradiplomatiques et même au Canada, soulignait l'importance du "Alberta Advantage", qui permet aux entreprises de profiter d'un niveau de taxation très compétitif en comparaison aux autres provinces. Le Premier ministre cherche donc à souligner les avantages d'un partenariat avec la province pour les gouvernements internationaux et à être proactif dans celle-ci. Cependant, malgré les conflits avec le gouvernement fédéral, ce qui reste central dans le discours de Klein, c'est son intention de rester fidèle au reste du Canada : "In contrast to a vocal minority in his party who consider separation a serious option, Klein said: "Canada is not the problem. The federal system is not the enemy." (...) "Our scrap is with the Liberal government" (Cryderman 2003).

En effet, si l'idée de la sécession est présente chez certains Albertains, pour lui, elle ne représente pas une option viable. Pour le Premier ministre Klein, l'exploitations des ressources

naturelles de l'Alberta ne représente pas une force pouvant mener éventuellement à la sécession du Canada. Au contraire, le Premier ministre voit les ressources naturelles comme étant un avantage important dans le contexte de négociations avec Ottawa (Adkin et Stares 2016, 226). Selon cette perspective, puisque ces ressources sont si importantes pour l'économie du pays, le gouvernement fédéral se doit d'écouter l'Alberta lors de négociations importantes. Cette perspective de la relation Alberta-gouvernement fédéral définit les différentes missions paradiplomatiques que le Premier ministre entreprend. Au final, le plus important pour Klein est toujours de démontrer que l'Alberta est un allié économique important et un acteur-clé en ce qui a trait à l'exploitation des ressources naturelles sur le territoire canadien.

Klein, L'ALÉNA et autres traités internationaux

Toujours dans la mouvance de la protection de l'autonomie provinciale et du développement des entreprises privées sur le territoire, le Premier ministre Klein souligne avec véhémence l'importance du rôle des provinces dans la ratification des traités internationaux. Selon lui, les provinces jouent un trop petit rôle quant à la mise en œuvre des traités internationaux sur leur territoire. En effet, celui-ci affirme durant une convention annuelle de son parti que les provinces doivent avoir leurs propres agendas quant à l'implémentation des points à discuter avec Ottawa. Durant ses mandats en tant que Premier ministre, Klein souhaitait mettre plus d'emphasis sur le rôle de la province les ententes internationales. Pour celui-ci, la majorité des ententes internationales englobaient des enjeux très importants qui couvraient les compétences des provinces.

Ce phénomène est souvent présent dans la littérature lorsqu'il est question des relations entre les gouvernements centraux et les gouvernements plus locaux : “[C]entral governments

sometimes lack the expertise required to fully understand local realities and to efficiently deal with regional uniqueness and complexities” (Labrecque et Harrison 2018, 435). Ces différences perçues par le gouvernement albertain fait en sorte que le Premier ministre Klein se retrouve souvent à l’opposé d’un gouvernement libéral qui a des objectifs bien différents des siens. Celui-ci souligne d’ailleurs que l’importance des provinces dans l’implémentation des traités internationaux est beaucoup trop cruciale afin de laisser cette responsabilité aux mains du gouvernement fédéral : “Ottawa needs to give provinces a guaranteed, clearly defined role to play as international agreements are signed and implemented” (Cryderman, 2003).

Cependant, en observant le manque de présence de représentations des intérêts albertains lors des traités internationaux, Klein affirme dans une entrevue que“ (...) the role provinces play in the implementation of international treaties is too important to leave up to the goodwill of Ottawa.” (Cryderman Kelly, 2003). Par conséquent, le Premier ministre Klein et son équipe sont très actifs quant à la signature des ententes internationales. Par exemple, sous les gouvernements de Klein, l’Alberta a signé des ententes transfrontalières comme le protocole de *Governing the Siting and Permitting of Interstate Electric Transmission Lines in the Western United States*. Ce protocole a permis aux états de l’Ouest de profiter des sources d’énergies venant de leurs voisins du nord (Kukucha 2008, 166). Cette entente inclut non seulement des représentants des états américains, mais aussi des représentants fédéraux des États-Unis. L’objectif principal du protocole est de pouvoir faciliter les ententes liées aux programmes d’énergies entre les États-Unis et les provinces canadiennes de l’Ouest. Le Premier ministre Klein et son gouvernement ont même réussi à insérer une clause propre à l’Alberta dans le protocole soulignant que la province a un droit de veto pour tout changement qui serait amené au protocole lié à son territoire (Kukucha 2008, 166).

Lors de ces échanges en relation avec le protocole de *Governing the Siting and Permitting of Interstate Electric Transmission Lines in the Western United States* avec les états américains, Klein et son équipe sont très au courant du niveau d'inégalité présent. Les états américains présents à la table de négociation semblent au fait que la négociation a le potentiel de pencher du côté des intérêts américains, surtout en considérant que les provinces canadiennes représentées à la table de négociations étaient en minorité. Malgré ces facteurs, les représentants albertains ont tout de même en mesure de naviguer cet échange avec leurs homologues américains. Suite aux discussions, la perspective de l'Alberta envers son voisin du sud devient beaucoup plus agressive par rapport au fait que les États-Unis doivent être un allié non seulement en ce qui a trait aux énergies fossiles, mais aussi aux échanges économiques de toutes sorte (Kukucha 2008, 168). De fait, la majorité des ententes conclues avec les États-Unis ont toujours été exécutées avec une intention ferme de mettre de ne pas laisser les intérêts américains dominer les termes des négociations.

En effet, dans les relations paradiplomatiques, s'il est possible pour les états non-centraux de négocier avec les États souverains, il faut aussi prendre en considération le fait que ces mêmes États souverains peuvent occuper une place très importante dans les rondes de négociations. Cela peut rendre les échanges plus ou moins équilibrés, et peut mener à une inégalité entre les échanges en faveur de ces mêmes États souverains.

En ce qui a trait à l'ALÉNA, le gouvernement du Premier ministre Klein vacillait quelque peu. D'un coup, le Premier ministre est très conscient des intérêts très importants des États-Unis dans le secteur énergétique albertain : “ Currently, most major American oil producers and many other foreign controlled entities have significant investments in Alberta's oil sands” (Roth 2009, 341). Cependant, cela ne l'a pas empêché d'être nerveux par rapport à la gestion des négociations

de l'entente entre le gouvernement fédéral et le gouvernement américain. Dans une entrevue au sujet du traité, le Premier ministre souligne d'ailleurs que "Basically Mr. Chretien sent his negotiator, Mr. MacLaren, in with a number of concerns relative to energy, one of which was to recognize the environmental sensitivity of fossil fuels" (Coulter 1993). Ici, le Premier ministre fait référence à l'Accord nord-américain de coopération environnementale (North American Agreement on Environmental Cooperation), un accord parallèle à l'ALÉNA qui soulignait l'importance de la protection de l'environnement non seulement avec les parties concernées par l'Accord mais aussi pour les autres parties qui coopéraient avec elles. De plus, plusieurs voix s'élevaient à la table de négociation contre le fait que le gouvernement fédéral négociait sur le fait que le gouvernement fédéral américain souhaitait limiter la production de pétrole canadien afin d'avantager le marché américain (Carter 2016, 168). Sur le sujet, le Premier ministre Klein a souligné "All I can say is I hope this isn't the case . . . and if indeed it is, we will be very loud, very vocal and very strong in our opposition to another attempt at the NEP" (Coulter 1993). Pour le ministre Klein, le spectre du PEN plane au-dessus des rondes de négociations de l'ALÉNA. On observe donc que ce qui est très présent est l'inquiétude véritable que l'Alberta se retrouve dans une autre entente sans représentation active de ses intérêts. De ce pas, Klein prend donc les grands moyens afin de faire valoir ses opinions à cette table : les missions paradiplomatiques.

Lors d'une visite commerciale à Hong Kong en Novembre 1993, le Premier ministre Klein n'hésite pas à critiquer le gouvernement fédéral pour toute tentative de dérégulariser le marché des ressources naturelles de l'Alberta : " Klein said from Hong Kong that he fears Chretien's proposal would mean a return to a regulated industry where Canadian oil and gas is sold domestically at below-world prices, making it more financially attractive for investors to go elsewhere." (McCarthy 1993). Le Premier ministre Klein continue de faire entendre sa voix durant les

procédures de négociations de l'ALÉNA en se rendant lui-même au Colorado afin de prendre le pouls des acteurs importants de la région sur leurs perspectives envers la provision énergétique de l'ALÉNA. Durant sa visite, le Premier ministre émet plusieurs remarques sur les clauses énergétiques qui pourraient être présentes dans l'Accord. Celles-ci, selon lui, auraient la possibilité de limiter les exports de pétrole de la province ; "That hampers the ability of producers to enter into long-term contracts, and people become a little skittish about the Alberta energy markets" (Coulter 1993). De ce fait, le gouvernement de Klein continue d'être très actif avec les acteurs principaux concernés par le traité de l'ALÉNA.

Les missions paradiplomatiques de Klein

Après l'épisode de l'ALÉNA, le Premier ministre Klein continue de prendre une position active sur les enjeux touchants les intérêts albertains liés à l'accord international dans ses missions paradiplomatiques. Par exemple, le Premier ministre Klein se rend au Mexique en 1999. Il cherche à créer de nouveaux liens avec les acteurs importants de la région en matière de pétrole et de technologie agricole. "He [Klein] is touting the visit as the linchpin in the government's efforts to expand the export of Alberta's oil technology and beef genetics to Mexico" (Johnsrude 1999). Plus tard, le Premier ministre, depuis Moscou, présente une lettre appuyée par les Premiers ministres de 10 provinces afin de demander le retrait du Canada du protocole de Kyoto: "The premiers are concerned about the economic impact of the protocol if it is signed by the federal government," said Klein (McCarthy, 2002). Le Premier ministre continue de se faire connaître à l'international avec ses nombreuses visites et missions commerciales.

Cependant, bien que Klein continue de faire la promotion des richesses albertaines à travers le globe, c'est surtout aux États-Unis qu'il restera très actif. En effet, le gouvernement albertain continue d'entretenir une bonne relation avec son voisin du Sud. Considérant que l'Alberta est le fournisseur principal des États-Unis pour ce qui a trait au pétrole (Fry 2005, 479), le gouvernement de Klein continue de garder de bonnes relations avec le gouvernement américain. Par contre, ces relations seront mises à l'épreuve lors de l'une des plus grandes crises qui a secoué la province (et d'une certaine mesure, le reste du pays) : celle de la vache folle.

Les vaches de la discorde

Le secteur bovin en Alberta est très important pour la province et pour le reste pays. En effet, à ce moment en 2002, la production bovine albertaine représentait 70% de la production totale au pays (O'Neil 2005, 298). De fait, cette industrie, qui représente environ 3,5 milliards de dollars à ce moment-là dans l'économie albertaine prend beaucoup de place dans les discussions d'ententes internationales et transfrontalières, deuxième en importance après les ressources énergétiques. Les États-Unis représentent plus de la moitié des exportations de bœuf du Canada. Les autres importateurs majeurs sont le Japon, la Corée du Sud et le Mexique (O'Neil 2005, 301). Klein et ses ministres entretiennent d'excellentes relations avec les représentants des états frontaliers à ce sujet, mais tout se complique rapidement en 2003.

En mai de cette année-là, une onde de choc traverse le Canada. La première vache atteinte d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) en Amérique du Nord est détectée en Alberta (O'Neil 2005, 295). Cette maladie, plus connue sous le nom de la maladie de la vache folle, va rendre le bétail non-consommable. Si, au tout début, les autorités canadiennes se montrent rassurantes quant à la situation, tout change lorsqu'une autre vache contaminée est détectée à

Washington quelques mois plus tard. Lorsqu'il est découvert que la vache contaminée est d'origine albertaine, les autorités américaines s'activent rapidement afin de contrôler de manière plus strictes l'importation du bovin canadien. Rapidement, des restrictions sont créées partout au monde afin d'empêcher l'importation de viandes provenant du Canada: "Overnight, borders world-wide closed to finished beef exports, and the most significant fraction of the industry, the shipment of live cattle to the United States, ceased (...)" (Ghitter et Smart 2009, 622). L'Alberta est frappée de plein fouet par cette crise. Durant les trois mois suivant la création de ces mesures, le chiffre d'affaires des exportations bovines se retrouve près de zéro (O'Neil 2005, 303).

Si la situation touche tout le pays, elle affecte particulièrement l'Alberta et son Premier ministre. Celui-ci est très au fait des doléances des représentants de l'industrie et est constamment interpellé par eux afin de trouver une solution au problème. En se tournant vers le gouvernement fédéral, le Premier ministre se voit déçu. Il n'observe que très peu d'action de la part du gouvernement fédéral. En effet, lors d'une entrevue avec le Edmonton Journal, Klein commente la crise et déclare que "This has been devastating and the PM should be more visible on this issue," (...) "The Prime Minister should be in Japan right now throwing water buckets and raising awareness about this." (Thompson 2003). Ici, Klein fait référence au fait que le Japon représente un importateur majeur de bœuf albertain, deuxième après les États-Unis. Bien que le gouvernement fédéral réagisse à la situation un peu plus tard, il est contraint par les ententes internationales. En effet, plusieurs des traités internationaux comme l'ALÉNA force le Canada à accepter un certain quota d'importation de bœuf dans le pays, même s'il est dans l'impossibilité d'exporter le sien. Cette situation qui témoigne de l'aliénation n'a fait qu'empirer les choses pour les producteurs bovins en Alberta et le Premier ministre Klein, qui ont vu à ce moment le prix du bétail de la province chuter à une vitesse folle.

La paradiplomatie comme solution

Le gouvernement Klein est devenu très actif devant la situation. Le Premier ministre s'est déplacé personnellement au États-Unis afin de convaincre les représentants politiques et les représentants de l'industrie de faire tomber l'embargo. En effet, comme souligne l'Edmonton Journal: "He [Klein] will also lobby Dick Cheney, the U.S. Vice-president, to reopen the U.S. border to Canadian beef shipments after a massive investigation uncovered no more cases of bovine spongiform encephalopathy, or mad cow disease, (...)" (Barrett 2003). Le Premier ministre Klein continuera à plaider sa cause devant les représentants de l'industrie, se rendant même au Japon afin de souligner l'importance des rapports internationaux entre ces deux marchés. Lorsque l'embargo américain commence à s'alléger quelques mois après sa promulgation, le gouvernement de Klein se tourne vers l'Europe afin de convaincre l'Union Européenne d'accepter la viande de sa région sur son territoire.

Conclusion : Klein et ses nombreux défis

Lorsque le gouvernement de Ralph Klein est entré en scène, celui-ci a promis la prospérité aux Albertains et une protection contre les actions du gouvernement fédéral. Il est facilement possible d'établir un lien entre le désir de Ralph Klein d'avoir le plus petit gouvernement possible et le désir de ne pas voir le gouvernement fédéral s'ingérer dans les affaires de sa province. Tout de même, le gouvernement de Klein souligne ne pas vouloir se séparer du reste du Canada, comme s'en est inquiété le Premier ministre Chrétien à une certaine époque. Plutôt, celui souligne que : "Separation is not the issue. What is at issue, as reflected in the throne speech, is the very real sense that on a number of matters, Albertans are not being listened to by Ottawa " (Ralph Klein 2003).

Ce manque de communication entre la province et le gouvernement fédéral semble être crucial à ce qui a trait de la présence de l'aliénation de l'Ouest dans la province à ce moment.

Pour le Premier Ministre Klein, les relations paradiplomatiques de la province ont permis d'obtenir une meilleure possibilité de permettre démontrer que l'Alberta était capable de faire la promotion de ces ressources naturelles à l'étranger et de présenter que la province était capable de défendre ses propres intérêts sans nécessairement avoir besoin de la supervision du gouvernement fédéral.

De ce que l'on voit, l'aliénation de l'Ouest a encouragé la plus grande présence de la province dans les relations internationales. En effet, ce sont les tensions entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial qui encouragent le développement de politiques publiques provinciales qui visent à assumer le rôle du gouvernement fédéral là où il semble ne pas répondre aux besoins provinciaux. Comme le soulignent Béland et Lecours: "Canada is a multinational decentralized federation, which makes ideas in the form of territorial identities particularly important political forces" (Béland et Lecours 2023, 388). De ce fait, les relations paradiplomatiques de l'Alberta ont en effet permis à celle-ci de faire la promotion de ses ressources. Qu'elles soient utilisées afin de faire la promotion des atouts de la province ou afin de pallier des situations de crises, le Premier ministre Klein et le Ministère des Relations internationales et intergouvernementales ont utilisé une paradiplomatie ultimement liée aux sentiments d'aliénation de par son ancrage dans l'idée que le gouvernement fédéral n'est pas un défenseur adéquat des intérêts albertain.

Chapitre IV : Conclusion

L'objectif de la thèse était d'observer s'il existait un lien entre la paradiplomatie albertaine et l'aliénation de l'Ouest. Les précédents chapitres ont tenté d'explorer la question à travers l'analyse des actions paradiplomatiques de la province sous deux premiers ministres : Peter Lougheed et Ralph Klein. À travers cette analyse, chacun des chapitres a pu analyser la séquence d'évènements qui a mené à des actions paradiplomatiques albertaines. La présente conclusion fera état des résultats de l'analyse, de l'aliénation de l'ouest et de la paradiplomatie albertaine contemporaine en plus de dégager et d'autres opportunités de recherche entourant la paradiplomatie albertaine.

Discussion des résultats

Les chapitres qui décrivent la paradiplomatie albertaine sous Peter Lougheed et Ralph Klein présentent deux acteurs politiques très différents agissant dans des circonstances différentes. Sous Peter Lougheed, on observe un Premier ministre qui, après la défaite du Parti du Crédit Social, devient actif dans la promotion des intérêts de la province vis-à-vis le gouvernement fédéral. Avec Ralph Klein, on observe ici un premier ministre qui prend place lors d'un long règne du Parti Conservateur dans la province et qui suit la tradition de Lougheed avec la continuation des activités paradiplomatiques de la province. Cependant, Klein inclut de nouveaux éléments, comme l'intégration de nouveaux volets d'intérêts comme l'immigration pour les bureaux de la province à l'international.

Si les premiers ministres ont évolué dans des contextes différents, ont fait face à des obstacles différents, il en reste néanmoins que la façon dont les activités paradiplomatiques de la province s'est développées d'un ministre à l'autre est similaire. À travers les chapitres de la thèse,

on découvre qu'une séquence particulière se présente : un évènement lié à l'aliénation de l'Ouest se présente, puis le Premier ministre présente une réaction à travers des discours ou des annonces publiques et par la suite s'ensuivent des actions paradiplomatiques. De ce fait, on observe donc que c'est ultimement un élément lié à l'identité territoriale qui a un impact sur la création de la paradiplomatie en Alberta. Si l'aliénation de l'Ouest mène selon la littérature à "(...) the idea of creating a "firewall" around the province, thereby protecting it against federal government influence over policy (social and otherwise)", la thèse nous démontre qu'elle peut aussi devenir un outil afin d'inspirer de nouvelles politiques publiques.

La thèse utilise la méthode de traçage de processus (Beach et Pedersen, 2012) qui permet comprendre comment fonctionnent les mécanismes causaux donnent une meilleure vision des évènements qui se sont engendrés par les séquences d'évènements. Beach et Pedersen (2012) mentionnent que la méthode de traçage de processus se concentre principalement sur la découverte du mécanisme causal qui lie la variable indépendante à la variable dépendante. En effet, les auteurs décrivent que "[h]ere the goal is to evaluate whether evidence shows that the hypothesized causal mechanism linking X and Y was present and that it functioned as theorized" (Beach et Pedersen 2012, 11). On cherche ici à comprendre ce qui se cache à l'intérieur de la boîte noire des effets causaux (Beach et Pedersen 2012, 25). La théorie de la thèse est que la variable indépendante, l'aliénation de l'Ouest influence la paradiplomatie albertaine, notre variable indépendante.

Le mécanisme causal présent est aussi expliqué par le cadre théorique utilisé par la thèse, surtout lorsque l'on fait référence à un des articles qui a influencé le cadre théorique par Béland et Lecours (2023). Les auteurs soulignent d'ailleurs que durant leur étude, l'élément le plus important de leur recherche était que la perception de l'identité collective influence le comportement des acteurs politiques et de ce fait, le développement des politiques publiques, tant au niveau fédéral

qu'au niveau provincial (Béland et Lecours 2023, 281). L'analyse démontrée dans la thèse va dans le même sens. Par exemple, lorsque l'on observe la création du ministère des relations internationales, Peter Lougheed souligne à maintes reprises avant la création de celle-ci la nécessité pour le gouvernement albertain de contrôler ses propres relations internationales et l'incapacité du gouvernement fédéral de représenter les intérêts économiques de l'Alberta à l'étranger. De plus, lorsque l'on observe la paradiplomatie albertaine sous Klein, on observe aussi l'augmentation des missions paradiplomatiques de l'Alberta aux États-Unis à la suite de l'épisode du protocole de Kyoto, le Premier ministre soulignant lui aussi l'incapacité du gouvernement fédéral de défendre adéquatement l'industrie des ressources naturelles de la province. Ultimement, l'analyse complétée dans la thèse démontre l'importance des structures territoriales et sociales, en ce sens que l'aliénation a continué à influencer la paradiplomatie même dans le contexte d'un changement de leadership.

Enfin, il est important de souligner que la thèse ne suggère pas que l'aliénation de l'Ouest à elle seule explique la paradiplomatie de l'Alberta. Ce que la recherche tend plutôt à démontrer, c'est que l'aliénation de l'Ouest représente un élément important à considérer pour ce qui est de l'étude de la paradiplomatie Albertaine, ce qui contredit Kuznetsov (2014). L'auteur ne la considérait pas comme un élément important de l'analyse des relations étrangères de la province (Kuznetsov 2014, 129), et la présente recherche encourage plutôt de considérer le fait que l'aliénation de l'Ouest est une variable importante à considérer.

Contributions de la thèse

La thèse a pu offrir une discussion sur l'aliénation de l'Ouest et de son impact sur un type de politique publique en Alberta, soit les relations internationales. L'aliénation de l'Ouest a été ici

exploré afin de voir comment un élément de frustration régional pouvait se manifester dans un contexte hors-Québec. La majorité de la littérature entourant la paradiplomatie canadienne se penchant sur le cas québécois, je cherchais ici à effectuer une recherche basée non seulement sur une paradiplomatie moins étudiée, mais aussi sur une région où il n’existait pas de mouvement nationaliste comme au Québec. De ce fait, en observant l’aliénation de l’Ouest, on voit en effet un sentiment d’aliénation régional qui s’est développé dû à plusieurs phénomènes historiques, notamment le manque de contrôle sur les ressources naturelles jusqu’en 1930 et la façon dont le gouvernement fédéral a géré la crise du Programme énergétique national. En effet, lorsque l’on observe l’aliénation de l’Ouest en Alberta, on peut voir que “The experiences and challenges of the west were different from those of the central Canada, and western alienation, as we now call it, found expression in complaints about economic exploitation and unfair representation” (Berdahl 2021, 2).

Cependant, si l’aliénation de l’Ouest est un mouvement qui n’est pas à ignorer, il ne faudrait pas surestimer son impact. On observe plutôt que l’aliénation de l’Ouest est une variable importante mais ne peut pas être complètement décisive, et non seule dans l’influence de la paradiplomatie en Alberta. De plus, lorsque l’on observe les déclarations des Premiers ministres à cet effet, on voit que ceux-ci tendent à rester loin des déclarations allant vers la séparation totale du Canada. Par exemple, lors d’un rallye politique avec les membres du Parti Conservateur, le Premier ministre Klein itère que “Canada is not the problem. The federal system is not the enemy. (...)”Our scrap is with the Liberal government” (Cryderman, 2003). On observe donc ici que les précédentes observations liées à l’aliénation de l’Ouest sont véridiques à un certain point : l’aliénation de l’Ouest peut encourager la création de certaines politiques publiques de nature

autonomiste comme la paradiplomatie, mais à elle seule, ne peut mener à un véritable mouvement de sécession.

La paradiplomatie aujourd'hui

L'étude de la paradiplomatie reste un sujet important dans plusieurs sphères des sciences sociales. La thèse a exploré l'aspect plus économique de la paradiplomatie en étudiant le cas albertain. En effet, la littérature fait une différence entre deux types d'activités internationales des unités sous-étatiques : la paradiplomatie et la protodiplomatie. La paradiplomatie n'implique pas l'utilisation des relations internationales pour préparer la sécession. De ce fait, Keating identifie trois objectifs de la paradiplomatie : les objectifs politiques, les objectifs culturels et les objectifs économiques (Keating 2013, 4). Si les objectifs culturels et politiques sont beaucoup plus axés vers les états sous-étatiques ayant une culture distincte ou un projet de nation dont ils souhaitent faire la promotion, les objectifs économiques mène à une forme qui correspond plus au cas albertain. En effet, "Economically, regions seek investment, markets for their products, and technology for modernization. In a world of increasing mobility, they also promote themselves as tourist destinations" (Keating 2013, 5).

Lorsque l'on observe la paradiplomatie de la province de l'Alberta sous Lougheed ou Klein, on peut voir que la majorité des missions paradiplomatiques de la province se concentre beaucoup plus sur des objectifs économiques sur des objectifs politiques ou culturels. Ce que la recherche a permis d'observer, c'est que bien que les objectifs de la province soient majoritairement économiques, les missions de l'Alberta ont continué d'évoluer à travers le temps pour mettre l'accent, notamment sur le tourisme, l'immigration et le partenariat de villes.

Cependant, si la paradiplomatie Albertaine a été très vigoureuse durant les années Lougheed et Klein, elle semble avoir diminuée en intensité durant les décennies suivantes. Surtout au cours des dernières années. Le ministère des affaires internationales a traversé de multiples changements. Le Ministère a officiellement changé de nom en 2014 afin de se nommer simplement le ministère des Relations intergouvernementales (Ministry of intergovernmental relations). La mission du ministère est maintenant définie en ces termes: “Develops intergovernmental strategies on issues of importance to Alberta and Canada, with its partners, clients and stakeholders, to address challenges and take advantage of and grow opportunities” (Government of Alberta, 2023). Pour ce qui est de la structure, c’est maintenant la Première Ministre, Danielle Smith, qui est à la tête du ministère. Le sous-ministre dirige les missions de la province à l’intérieur du pays et à l’international. Lorsque l’on observe le présent mandat du ministère, on voit qu’il est axé sur les relations avec les autres provinces et le gouvernement fédéral. Bien que les missions internationales de la province existent toujours, le ministère semble avoir redirigé ses efforts vers la promotion de ses intérêts directement envers le gouvernement fédéral. En effet, en mai 2012, le ministère des relations intergouvernemental annonçait d’ailleurs l’ouverture d’un bureau de l’Alberta à Ottawa (CBC News, 2012). En tant que tel, cette redirection démontre que les objectifs internationaux de l’Alberta semblent avoir stagné au courant des dernières années. Plusieurs facteurs pourraient être en cause, notamment le fait que la province semble plus s’attarder aux récents conflits avec le gouvernement fédéral qui ont peut-être des dimensions internationales moindres, comme la construction du pipeline Transmountain ou les conflits entourant la gestion de la crise de la taxe carbone.

L'aliénation de l'Ouest aujourd'hui

Le mouvement de l'aliénation de l'Ouest a aussi évolué à travers le temps. En effet, si le phénomène semblait faire peu de bruit durant les années Harper en raison de l'alignement politique de ces gouvernements avec le gouvernement albertain, il est aujourd'hui beaucoup plus présent. En effet, on remarque une augmentation accrue de la manifestation de ce genre de sentiment depuis l'arrivée du Premier ministre Trudeau en 2015. À la suite des élections fédérales de 2015, on remarque même l'apparition du mot-clé #Wexit qui encourage la séparation des provinces de l'Ouest (principalement l'Alberta, la Saskatchewan et le Manitoba) (Ruiz-Choler et Chun 2022, 189). En effet, pendant que la création de ce nouveau mot-clé continuait de trouver de la popularité au sein de la population: “more conventional politicians and parties that followed the tradition of Western regional politics formed in its wake: the Wildrose Independence Party of Alberta, the Buffalo Party of Saskatchewan, and the federal Maverick Party” (Ruiz-Choler et Chun 2022, 174).

Malgré son importance, l'aliénation de l'Ouest semble avoir été un élément souvent ignoré par certains chercheurs en études canadiennes. Malgré le fait que l'aliénation de l'Ouest semble avoir pris beaucoup de place politiquement durant ces dernières années, elle ne veut pas dire un appui à l'indépendance de l'Alberta. En effet, selon un récent sondage de la Confederation of Tomorrow, si la majorité des répondants ont indiqué qu'ils remarquaient que l'Alberta est négligée par le gouvernement fédéral, une très petite proportion d'entre eux souhaite voir la séparation complète avec le reste du Canada (Confederation of Tomorrow 2023, 3). Cependant, plusieurs mesures semblent avoir été prises par les Premiers ministres de la province au cours des dernières années. Par exemple, une version du projet de la Loi sur la souveraineté de l'Alberta développée par la Première ministre Danielle Smith donnait à l'assemblée législative de la province “le pouvoir de refuser l'application d'une loi du Parlement ou d'une décision d'un tribunal fédéral que

l'organe élu de l'Alberta considère comme une intrusion fédérale dans un domaine de compétence provinciale, ou comme injustement préjudiciable aux intérêts des Albertains'' (Hartery 2022). Même si l'aboutissement de ce projet de loi s'est vu être plus ou moins réussi, il en est néanmoins révélateur d'observer les implications de l'effet de la perception de l'aliénation de l'Ouest sur les structures et les acteurs politiques.

Considérations pour de prochaines recherches

Pour ce qui est de l'étude de l'aliénation de l'Ouest, une piste à explorer est définitivement l'impact de la présence des population autochtones présentes sur le territoire. Il s'agit de voir comment celles-ci sont représentée lorsqu'il est question de la relation entre la province et le gouvernement fédéral. Un élément qui a été peu exploré dans la thèse mais qui était présent dans la revue de littérature était la proximité entre le mouvement de l'aliénation de l'Ouest et l'association avec les groupes politiques de droite. La crainte de voir le gouvernement fédéral prendre les acquis de la province ainsi que la crainte de voir les provinces de Québec et de l'Ontario profiter des richesses de l'Alberta sont souvent traduits par des sentiments anti-minorité. Une autre piste de recherche intéressante à étudier serait l'importance l'aliénation de l'Ouest aujourd'hui, avec plus du quart de la population albertaine qui se définissait comme étant des immigrants de première ou deuxième génération (Treasury Board and Finance Alberta 2016, 3). Est-ce que l'animosité envers le gouvernement fédéral et cette perception de l'identité collective existent présentement chez les albertaines au même niveau que pour les populations albertaines du temps de Peter Lougheed ou de Ralph Klein?

Pour l'étude de la paradiplomatie, une piste importante à étudier serait les actions internationales des groupes autochtones dans la province. L'Alberta comptant une proportion

importante de population autochtone, il serait intéressant de voir comment ceux-ci contribuent aux relations internationales de la province ou même d'observer les relations entre différentes nations. De plus, il serait important d'étudier les nouvelles formes de paradiplomatie, notamment avec les villes. Il serait donc intéressant de voir comment elles gèrent les relations internationales, considérant qu'elles existent dans un prisme beaucoup plus contraint.

En conclusion, la recherche nous a permis de faire plusieurs découvertes. Notamment, la recherche a pu établir un lien entre la paradiplomatie de l'Alberta et l'aliénation de l'Ouest et démontrer l'importance de la perception de l'identité collective sur les politiques publiques.

Bibliographie

Adkin, Laurie Elizabeth et Brittany J. Stares. 2016. "The Petro-Politics of Environmental Regulation in the Tar Sands" dans *First World Petro-Politics: The Political Ecology and Governance of Alberta*, édité par Laurie Elizabeth Adkin, 190-140. Toronto: University of Toronto Press.

Adkin, Laurie Elizabeth. 2016. "Alberta's Neoliberal Environment" dans *First World Petro-Politics: The Political Ecology and Governance of Alberta*, édité par Laurie Elizabeth Adkin, 78-113. Toronto: University of Toronto Press.

Adkin, Laurie Elizabeth. 2016. "Ecology and Governance in a First World Petro-State" dans *First World Petro-Politics: The Political Ecology and Governance of Alberta*, édité par Laurie Elizabeth Adkin, 3-50. Toronto: University of Toronto Press.

Aguirre, Iñaki. 1999. "Making sense of paradiplomacy? An intertextual enquiry about a concept in search of a definition." *Regional & Federal Studies* 9, no.1 :185-209.

Anderson, Drew and Dempster, Allison. 2020. "Lougheed, Trudeau and the notorious NEP" *CBC News*, 24 octobre 2020.

Barrett, Tom. 2003. "Lift embargo on beef: Klein's plea to U.S.: Premier wants Cheney to ignore protectionists" *National Post*. 24 June 2003.

Barrie, Doreen Patricia. *The Other Alberta Decoding a Political Enigma*. Regina: University of Regina, Canadian Plains Research Center, 2006.

Beach, Derek et Perdensen, Rasmus Brun. 2013. *Process-Tracing Methods: Foundations and Guidelines*. Michigan: The University of Michigan Press.

Bednar, Jenna. 2011. "The Political Science of Federalism" *Annual Review of Law and Social Science* 7: 269-288.

Béland, Daniel et André Lecours. 2023. "Ideas, federalism and policy feedback: an institutionalist approach" *Territory, Politics, Governance* 11, no.2: 377-393

Béland, Daniel et Lecours, André, 2014. "Accommodation and the politics of fiscal equalization in multinational states: The case of Canada." *Nations and Nationalism* 20 no. 2 : 337-354.

Béland, Daniel et Lecours, André. 2021. "L'Alberta, l'aliénation de l'Ouest et le programme fédéral de péréquation : identités territoriales, cadrage idéologique et inscription à l'agenda politique". *Politique et Sociétés* 40, no. 3: 177-196.

Béland, Daniel. "Identity, Politics, and Public Policy." *Critical Policy Studies* 11, no. 1 (2017): 1-18.

Berdahl, Loleen et Gibbins, Roger. 2003. *Western Visions, Western Futures*. Toronto: Broadview Press.

Berdahl, Loleen, 2021. *The Persistence of Western Alienation*. Montreal: Institute for Research on Public Policy.

Berdahl, Loleen. "The New West?: Western Canadian Region-Building in the 2000s." *Journal of Canadian Studies* 45, no. 3 (2011): 34–57.

Berdahl, Loleen. 2010. "Wither western alienation?: shifting patterns of western Canadian discontent with the federal government" 1-10. *Canada West Foundation*

Bernier, Ivan et Thérien, Jean-Philippe. 1994. "Le comportement international du Québec, de l'Ontario et de l'Alberta dans le domaine économique". *Études internationales* 25, no 3 : 453–486.

Boyd, Brendan. 2019. "A Province Under Pressure: Climate Change Policy in Alberta." *Canadian Journal of Political Science* 52 (1): 183-199.

Bradford, Neil. "Ideas and Collaborative Governance: A Discursive Localism Approach." *Urban Affairs Review* (Thousand Oaks, Calif.) 52, no. 5 (2016): 659–84.

Braid, Don. 2021. "Braid: Alberta oil revenue stages another fiscal rescue. What would replace it?" *Calgary Herald*, 31 août 2021. <https://calgaryherald.com/opinion/columnists/braid-alberta-oil-revenue-stages-another-fiscal-rescue-what-would-replace-it>

Bratt, Duane. 2009. "Tools and Levers: Energy as an Instrument of Canadian Foreign Policy" dans *Canada among nations 2008: 100 years of Canadian foreign policy*. Édité par Robert Bothwell et Jean Daudelin 209- 234. Montréal: McGill-Queen's University Press

Butters, Brian. 1977. "May cost \$200,000: Lougheed's trip stirs taxpayers". *The Globe and Mail*, 11 Juin 1977.

Campbell, John L. *Institutional Change and Globalization*. Princeton, NJ ;: Princeton University Press, 2004.

Carter, Angela V. 2016. "Petro-Politics of Environmental Regulation in the Tar Sands." dans *First world petro-politics: the political ecology and governance of Alberta* edited by Laurie Elizabeth Adkin, 152 – 189. Toronto: University of Toronto Press

CBC News. 2012. "Alberta government to open office in Ottawa" CBC News, 12 Mai 2012. <https://www.cbc.ca/news/canada/edmonton/alberta-government-to-open-office-in-ottawa-1.1169963>

Chastko, Paul. 2004. *Developing Alberta's Oil Sands: From Karl Clark to Kyoto*. Calgary: University of Calgary Press.

Confederation of Alberta Survey 2023. 2023. "Spotlight on Alberta" *Confederation of Alberta* 1-7.

Coulter, Diana. 1993. "Klein fears limit to energy exports; Ottawa trying to alter NAFTA obligations." *Edmonton Journal*. 02 Dec 1993.

Courchene, Thomas J. 2007. "Alberta: the new dominant player in confederation?" Policy Options. Juin 2007. <https://policyoptions.irpp.org/wp-content/uploads/sites/2/assets/po/nicolas-sarkozy-europe-2007/courchene.pdf>

Cryderman, Kelly. 2003. “Klein has plan to offset western alienation: [Final Edition]” *Leader Post*. 29 Mars 2003.

Dehousse, Renaud. 1989. “Fédéralisme, asymétrie et interdépendance : aux origines de l’action internationale des composantes de l’État fédéral” *Études internationales* 20, no.2 : 283-309

Doern, G. Bruce, Graeme Auld, and Christopher Stoney. *Green-Lite: Complexity in Fifty Years of Canadian Environmental Policy, Governance, and Democracy*. McGill-Queen’s University Press, 2015.

Doern, G. Bruce. 2007. *How Ottawa Spends, 2007-2008: The Harper Conservatives - Climate of Change*. Montreal: McGill-Queen's University Press.

Duchacek, Ivo D. 1986. *The Territorial Dimension of Politics: Within, Among, and Across Nations* London & New York: Routledge.

Duchacek, Ivo D. 1990. “Perforated Sovereignties: Towards a Typology of New Actors in International Relations” dans *Federalism and International Relations: The Role of Subnational Units*. Édité par J. Michelmann et Panayotis Soldatos 1–33. Oxford : Oxford University Press,

Evans, Brian L. 2012. *Pursuing China: Memoir of a Beaver Liaison Officer*. University of Alberta Press.

Evans, Bryan M., et Charles W. Smith. 2014. *Transforming Provincial Politics: The Political Economy of Canada’s Provinces and Territories in the Neoliberal Era*. Toronto: University of Toronto Press.

Fafard, Patrick et Patrick Leblond. 2013. “Closing the Deal: What Role for the Provinces in the Final Stages of the CETA Negotiations?” *International Journal (Toronto)* 68, no. 4: 553–59.

Federal Reserve History. “Oil Shock of 1973–74” Oil Shock of 1973–74. Modifié pour la dernière fois le 22 novembre 2013.

Financial Post Magazine. 1995. *Lougheed at large: Retired but not shy, alberta's ex-premier peter lougheed proves there's life, and power and influence, after politics*. No.02: 30-34

FL Ted Morton et Meredith McDonald. 2015. “The Siren Song of Economic Diversification: Alberta’s Legacy of Loss.” *The School of Public Policy Publications*, 8, no.13: 1-14.

Gagnon, B. and Palard, J., 2005. “Relations internationales des régions et fédéralisme. Les provinces canadiennes dans le contexte de l’intégration nord-américaine.” *Revue internationale de politique comparée*, 12(2), p.161.

Gerring, John. 2017. *Case study research: principles and practices (second edition)*. Cambridge: Cambridge University Press

Ghitter, G., et Smart, A. 2009. “Mad Cows, Regional Governance, and Urban Sprawl: Path Dependence and Unintended Consequences in the Calgary Region.” *Urban Affairs Review*, 44(5), 617–644.

Gibbins, R. and Berdahl, L., 2003. *Western visions, western futures*. Peterborough: Broadview Press.

Government of Alberta “Deputy Ministers' Council” Accédé le 22 septembre 2023. <https://www.alberta.ca/deputy-ministers-council>

Government of Alberta. 2023. “Intergovernmental Relations” Accédé le 23 septembre 2023. <https://www.alberta.ca/intergovernmental-relations>

Government of Alberta. *New Economic Strategy for Albertans: Building on the Alberta Advantage.*, Government of Alberta 1996.

Government of Alberta. *Seizing Opportunity: Alberta's New Economic Development Strategy.* Government of Alberta, 1993.

Greer, Scott L., Daniel Béland, André Lecours and Kenneth A. Dubin. 2023 *Putting Federalism in its Place: The Territorial Politics of Social Policy Revisited*. Ann Arbor: University of Michigan Press.

Grinspun, Ricardo et Yasmine Shamsie. 2007. *Whose Canada? Continental Integration, Fortress North America, and the Corporate Agenda*. Montreal: McGill-Queen's University Press.

Hanson, E.J. 1975. “The future of western Canada: economic, social, and political.” *Canadian Public Administration*, 18: 104-120.

Hartley, Jesse. “L'Alberta Sovereignty Act est-il constitutionnel ?” Options Politiques, 28 octobre 2022. <https://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/october-2022/lalberta-sovereignty-act-est-il-constitutionnel/>

Hocking, Brian. “Introduction” dans *Foreign Relations and Federal States*. Édité par Brian Hocking. New York: St. Martin's. 1993.

Hocking, Brian. “Non-central Governments and Multilayered Diplomacy” dans *Foreign Relations and Federal States*. Édité par Brian Hocking. New York: St. Martin's. 1993.

Hulme, Kristin. 2016. Alberta's Great Experiment in Senatorial Democracy. *American Review of Canadian Studies* 46, no.1: 33-54.

Invest Alberta “Global Offices” Accès le 6 Août 2022. <https://investalberta.ca/global-offices/>

James, Patrick, and Robert Michelin. 1989. “The Canadian National Energy Program and its aftermath: perspectives on an era of confrontation.” *The American Review of Canadian Studies* 19, no. 1: 59–81.

Janigan, Mary. 2012. *Let the Eastern bastards freeze in the dark*. Toronto: Alfred A. Knopf Canada.

Jörg Broschek. 2020. “Self rule vs Shared rule: Canada as a case of comparative federalism.” dans *Canadian Federalism: Performance, Effectiveness, and Legitimacy* de Bakvis, Herman, et Grace Skogstad. Toronto: University of Toronto Press.

- Keating, Micheal. 2013. “Regions and International Affairs: Motives, Opportunities and Strategies” dans *Paradiplomacy in action : the foreign relations of subnational governments*, édité par Francisco Aldecoa et Micheal Keating. New York : Routledge.
- Kukucha, Christopher J. 2005. “From Kyoto to the WTO: Evaluating the Constitutional Legitimacy of the Provinces in Canadian Foreign Trade and Environmental Policy.” *Canadian Journal of Political Science/Revue Canadienne De Science Politique*. 38, 1 : 129–52.
- Kukucha, Christopher J. 2008. *The Provinces and Canadian Foreign Trade Policy*. Vancouver: UBC Press.
- Kukucha, Christopher J. 2009. “Dismembering Canada? Stephen Harper and the Foreign Relations of Canadian Provinces.” *Review of Constitutional Studies* 14, no. 1 : 21–52.
- Kuznetsov S., Alexander. 2014. *Theory and Practice of Paradiplomacy Subnational Governments in International Affairs*. New York: Taylor & Francis.
- Labrecque, Charles-Louis and Harrison, Scott, 2018. “Canadian provinces and foreign policy in Asia.” *International Journal: Canada's Journal of Global Policy Analysis*, 73, no.3: 429-448.
- Lamontagne Marjolaine et Massie, Justin. 2019. “Introduction - Paradiplomatie identitaire” Dans *Paradiplomatie identitaire Nations minoritaires et politiques extérieures* édité par Marjolaine Lamontagne et Justin Massie. Québec: Presses de l'Université du Québec
- Larry Johnsrude. 1999. “Klein's Mexico trade trip to open oil, beef markets; Ralph's route.” *Edmonton Journal*. 23 Jan 1999.
- Lawson, James. 2022. “Mounting turbulence in neoliberal globalization: Political economy, populist discourse, and policy in Alberta, Canada.” *Social Sciences* 11 (5): 1-30.
- Lawson, R., 2005. “Understanding Alienation in Western Canada: Is “Western Alienation” the Problem? Is Senate Reform the Cure?” *Journal of Canadian Studies* 39, no. 2: 127-155.
- Lecours, André, and Daniel Béland. “Federalism and the Politics of Oil and Gas Pipelines in Canada (Alberta) and the United States (Texas).” *Politics & Policy* 50 (3)
- Lecours, André, Gregory P. Marchildon, M. R. Olfert, Daniel Béland, Haizhen Mou, M. R. Olfert, and Margaret Rose Olfert. 2017. *Fiscal Federalism and Equalization Policy in Canada : Political and Economic Dimensions*. Toronto: University of Toronto Press.
- Lecours, André. 2002. “Paradiplomacy: Reflections on the Foreign Policy and International Relations of Regions.” *International Negotiation (Hague, Netherlands)* 7, no. 1 : 91–114.
- Lecours, André. 2005. ‘Diversité culturelles et relations internationales: les cas du Québec et de la Région Wallonne/Communauté française de Belgique’ dans *Appartenances, institutions et citoyenneté*. Dirigé par Pierre Noreau et José Woehrling, 207-218. Montréal: Wilson & Lafleur.
- Lequesne, Christian, et Stéphane Paquin. 2017. "Federalism, Paradiplomacy and Foreign Policy: A Case of Mutual Neglect", *International Negotiation* 22, no. 2 : 183-204.

- Mach, Helmut. 2012. "Peter Lougheed played a large role in NAFTA." *Calgary Herald*, 3 Octobre 2012.
- Marland, Alex. *Whipped: Party Discipline in Canada*. UBC Press, 2020.
- Maxwell, J. A. 1936. "Alienation of the Federal Domain in Canada." *The Journal of Land & Public Utility Economics* 12, no. 4 : 398–409.
- McCarthy, Shawn. 1993. "PM warned to keep vow on changing trade pact Fears expressed about energy provisions: [SA2 Edition]" *Toronto Star*. 20 Nov 1993.
- Mccarthy, Shawn. 2002 "Premiers roast PM for pledge on Kyoto." *The Globe and Mail*. 16 février 2002.
- McGrane, David and Berdahl, Loleen. 2019. "Reconceptualizing Canadian Federal Political Culture: Examining Differences between Quebec and the Rest of Canada" *Publius: The Journal of Federalism* 50 (1): 109 – 134
- McHugh, J.T. 2015. "Paradiplomacy, protodiplomacy and the foreign policy aspirations of Quebec and other Canadian provinces" *Canadian Foreign Policy Journal*. 21, No 3: 238-256.
- Michelmann, Hans J. 1988. "The Role of the Länder" *German Politics & Society*, No. 15, (October): 22-31.
- Mingus S., Matthew. 2006. "Transnationalism and Subnational Paradiplomacy: Are Governance Networks Perforating Sovereignty?" *International Journal of Public Administration* 29, No. 08 : 577-594.
- Morin, Jean-Frédéric, Véronique Fournier et Stéphane Paquin. 2022. "The Federated Entities in Environmental Treaties (FEET) Dataset: Questioning Conventional Wisdom on Green Paradiplomacy" *Canadian Journal of Political Science* 55, no.1: 226–241
- Morton, Ted, Meredith McDonald, and Meredith McDonald. 2015. The Siren Song of Economic Diversification: Alberta's Legacy of Loss. School of Public Policy. *Journal of Canadian Studies* 44, no. 3: 5-25.
- O'Neill, Kate. 2005. "How Two Cows Make a Crisis: U.S.-Canada Trade Relations and Mad Cow Disease." *The American Review of Canadian Studies*. 35 (2): 295–319.
- Paquet, Mireille et Howard Scott. 2018. *Province-Building and the Federalization of Immigration in Canada*. University of Toronto Press.
- Paquin, Stéphane. 2004. *Paradiplomatie et relations internationales: Théorie des stratégie internationales des régions face à la mondialisation*. Bruxelles : Presses interuniversitaires Européennes.
- Paquin, Stéphane. 2019. "Paradiplomatie identitaire du Québec" Dans *Paradiplomatie identitaire Nations minoritaires et politiques extérieures* édité par Marjolaine Lamontagne et Justin Massie. Québec : Presses de l'Université du Québec

Perron, Dominique. 2013. *L'Alberta Autophage: Identités, mythes et discours du pétrole dans l'Ouest canadien*. Calgary : University of Calgary.

Rayside, David M., and James Harold Farney. 2013. "Introduction: The Meanings of Conservatism" dans *Conservatism in Canada*, édité par David M. Rayside, and James Harold Farney. Ontario: University of Toronto Press.

Robitaille, Antoine. 2003. "Revue de presse: Le ROC fissuré par la guerre" *Le Devoir*, 22 mars 2003. <https://www.ledevoir.com/opinion/chroniques/23850/revue-de-presse-le-roc-fissure-par-la-guerre>

Rocher, François. 2000. "La dynamique Québec-Canada ou le refus de l'idéal fédéral." dans *Le fédéralisme canadien contemporain - fondements, traditions, institutions*. Édité par Alain G. Gagnon, 1-557. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal.

Ruiz-Soler, Javier et Wendy Hui Kyong Chun. 2022. "Regionally alt-right? #Wexit as a digital public sphere" *Canadian Journal of Communication* 47, no.1: 173-196

Savage, Luiza Ch. 2006. "All talk all the time: When provinces want a diplomatic voice, who speaks for Canada?" *Maclean's*. 26 June 2006.

Schiavon, Jorge A. 2018. *Comparative Paradiplomacy (1st ed.)*. London: Routledge.

Spicer, Keith. 1977. Will the wandering premier save us? *The Citizen*. 30 novembre 1977.

Statistique Canada. 2001. "A profile of the Canadian population: where we live". https://publications.gc.ca/collections/Collection/Statcan/96F0030X/Text_e.pdf

Steward, Gillian. 2019. "Betting on Bitumen: Lougheed, Klein, and Notley" dans *Orange Chinook: politics in the new Alberta*, édité par Duane Bratt, Keith Brownsey, Richard Sutherland, and David Taras, 147 -164. Calgary: University of Calgary Press

Steward, Gillian. *Betting on Bitumen: Alberta's Energy Policies from Lougheed to Klein*. Canadian Centre for Policy Alternatives, 2017.

Taras, David. 2019. "Politics, Alberta Style: The Rise and Fall of the Progressive Conservatives, 1971–2015" dans *Orange Chinook: politics in the new Alberta*, édité par Duane Bratt, Keith Brownsey, Richard Sutherland, and David Taras, 15-34. Calgary: University of Calgary Press.

Taras, David. 2019. "Politics, Alberta Style: The Rise and Fall of the Progressive Conservatives, 1971–2015" dans *Orange Chinook: politics in the new Alberta*, édité par Duane Bratt, Keith Brownsey, Richard Sutherland, and David Taras, 15-34. Calgary: University of Calgary Press.

Tavares, Rodrigo. 2016. *Paradiplomacy: Cities and States as Global Players*. London: Oxford University Press.

Thrift, Gayle. 2016. "The Blue-Eyed Sheik of Saudi Alberta": Peter Lougheed, Oil Shocks, and the National Energy Policy of 1980." *Alberta History* 64, no. 4: 2– 14.

Tupper, Allan, and Rober Gibbins. 2000. *Government and Politics in Alberta*. Edmonton: University of Alberta Press.

Tupper, Allan. 2004. "Peter Lougheed, 1971–1985" dans Rennie, Bradford James. *Alberta Premiers of the Twentieth Century*. Canadian Plains Research Center, 2004.

Wilder, Matt and Michael Howlett. 2015. "Bringing the provinces back in: Re-evaluating the relevance of province-building to theories of Canadian federalism and multi-level governance," *Canadian Political Science Review* 9(3): 1-34.

Zdeb, Chris. 2015. Aug. 1, 1974: Province takes over pacific western airlines; this day in journal history. *Edmonton Journal*, Aug 01, 2015.